

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON
- MEDECINE -
U. E. R. LYON-NORD

Année 1977 - N° 207

**LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
EN AGRICULTURE**

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

et soutenue publiquement le 23 Mai 1977

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

Annie DUCROS épouse BONNET

née le 2 Septembre 1950

à CHAMALIÈRES (Puy-de-Dôme)

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON
- MEDECINE -
U. E. R. LYON-NORD

Année 1977 - N° 207

**LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
EN AGRICULTURE**



THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

et soutenue publiquement le 23 Mai 1977

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

Annie DUCROS épouse BONNET

née le 2 Septembre 1950

à CHAMALIÈRES (Puy-de-Dôme)

UNIVERSITE CLAUDE-BERNARD - LYON
- MEDICINE -
U. E. R. LYON-NORD

Année 1977 - N° 207

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
EN AGRICULTURE



THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON
et soutenue publiquement le 23 mai 1977
pour obtenir le grade de Docteur en Médecine
par

Annie DUCROS épouse BONNET
née le 2 Septembre 1950
à CHAMAILLÈRES (Puy-de-Dôme)

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD - LYON I

Président de l'Université : Monsieur le Professeur D. GERMAIN
Premier Vice-Président : Monsieur le Professeur E. ELBAZ
Deuxième Vice-Président : Monsieur B. ROUSSET
Troisième Vice-Président : Monsieur R. LOPEZ
Secrétaire Général : Monsieur J. RAMBAUD

UNITES D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DE L'UNIVERSITE

MEDECINE - GRANGE-BLANCHE - Directeur : Monsieur le Docteur B. SALLE (MCA)
ALEXIS-CARREL Directeur Monsieur le Professeur R. MORNEX
SUD-OUEST Directeur Monsieur le Professeur J. NORMAND
LYON-NORD Directeur Monsieur le Docteur J.P. NEIDHARDT
Directeur
Honoraire : Monsieur le Professeur A. BERTOYE

BIOLOGIE HUMAINE - Directeur : Monsieur le Docteur J.P. REVILLARD (MCA)

TECHNIQUES DE READAPTATION - Directeur : Monsieur le Docteur A. MORGON (MCA)

SCIENCES PHARMACEUTIQUES - Directeur : Monsieur le Professeur BIZOLLON

SCIENCES ODONTOLOGIQUES - Directeur:: Monsieur le Docteur R. VINCENT

INSTITUT REGIONAL D'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE :

Président du conseil d'UER : Monsieur le Professeur R. GUILLET

Directeur : Monsieur A. MILLON

MATHEMATIQUES - Directeur : Monsieur le Professeur E. COMBET

PHYSIQUE - Directeur : Monsieur le Professeur J. DELMAU

CHIMIE ET BIOCHIMIE - Directeur : Monsieur le Professeur J. HUET

SCIENCES DE LA NATURE - Directeur : Monsieur le Professeur R. GINET

SCIENCES PHYSIOLOGIQUES - Directeur : Mademoiselle le Professeur J.F. WORBE

INSTITUT UNIVERSITAIRE ET TECHNOLOGIE N° 1 - Directeur : Mr le professeur B. POUVET

INSTITUT UNIVERSITAIRE ET TECHNOLOGIE N° 2 - Directeur : M.J. GALLET (Directeur
ENSAM)

OBSERVATOIRE - Directeur : Monsieur MONNET (Astronome Adjoint)

PHYSIQUE NUCLEAIRE - Directeur : Monsieur le Professeur GUSAKOW

MECANIQUE - Directeur : Mademoiselle le Professeur G. COMTE-BELLOT.

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE,

Monsieur le Professeur Jacques BOURRET,

Il nous a fait grand honneur en acceptant de présider
notre jury.

Qu'il veuille bien excuser nos 3^es remercîments de notre
gratitude.

Examineurs de la thèse :

Président : Monsieur le Professeur J. BOURRET

Assesseurs : Monsieur le Professeur F. TOLOT

Monsieur le Professeur agrégé J. VEDRINNE

Monsieur le Professeur agrégé G. PROST

A NOTRE PRESIDENT DE THESE,

MONSIEUR LE PROFESSEUR Jacques BOURRET,

*Il nous a fait grand honneur en acceptant de présider
notre jury.*

*Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre
gratitude.*

A NOS JUGES,

MONSIEUR LE PROFESSEUR François TOLON,

Il a accepté de juger ce travail.

Nous l'en remercions vivement.

MONSIEUR LE DOCTEUR Jacques VEDRINNE,
Maître de conférence agrégé,

Il a accepté de siéger à notre jury.

Qu'il trouve ici l'expression de notre gratitude.

MONSIEUR LE DOCTEUR Guy PROST;
Maître de conférence agrégé,

*Nous le remercions d'avoir bien voulu juger cette
thèse et nous l'assurons de nos respectueux sentiments.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR THIBAUDIER,

Médecin du travail à la Caisse de Mutualité Sociale
Agricole du Rhône,

Il nous a confié ce travail et nous
a guidée dans sa réalisation.

Nous le prions de trouver ici l'expres-
sion de notre sincère reconnaissance.

A TOUS CEUX qui nous ont aidée dans la réalisation de
cette thèse,

en particulier les personnes

de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Rhône

des Assurances Mutuelles Agricoles du Sud-Est

des Assurances Mutuelles Agricoles du Rhône

qui nous ont fourni de précieux renseignements.

Nous les en remercions chaleureusement.

- P L A N -

DEFINITION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN AGRICULTURE

REMARQUES SUR LA POPULATION AGRICOLE.

1er CHAPITRE : ETUDE DES CAUSES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES CARACTERISTIQUES
DU MILIEU AGRICOLE

I - Imbrication entre la vie professionnelle et la vie privée

II - Etude des facteurs d'ambiance :

- 1/ - La diversité des travaux
- 2/ - Le rythme de travail
- 3/ - Les conditions climatiques
- 4/ - La fréquence des déplacements

III - Etude du facteur technique :

- 1/ - Les locaux de travail
- 2/ - Les outils et les machines
- 3/ - Les produits chimiques
- 4/ - Les animaux
- 5/ - Travaux présentant un risque particulier
- 6/ - Risques divers

IV - Etude du facteur humain :

- 1/ - La méconnaissance et la sous-estimation des dangers
- 2/ - L'alcoolisme
- 3/ - La fatigue
- 4/ - La négligence, l'imprudence, la témérité

2ème CHAPITRE : STATISTIQUES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN AGRICULTURE ET COMPARAISON
AVEC LE MILIEU INDUSTRIEL

I - Etude des accidents survenant aux exploitants et aux membres de leur famille

II - Etude de la fréquence, du taux de gravité et de l'indice de gravité des accidents du travail survenant aux salariés agricoles. Comparaison avec les accidents du travail survenant dans l'industrie et le commerce :

- 1/ - Etude de la fréquence
- 2/ - Etude du taux de gravité
- 3/ - Etude de l'indice de gravité

III - Etude de la répartition accidents du travail - accidents de trajet chez le salarié agricole et comparaison avec le régime général

IV - Etude de la répartition des accidents du travail selon l'élément matériel en cause, le siège des lésions, la nature des lésions, chez le salarié agricole, et comparaison avec le régime général :

- 1/ - Répartition en fonction de l'élément matériel en cause
- 2/ - Répartition en fonction du siège des lésions
- 3/ - Répartition en fonction de la nature des lésions

3ème CHAPITRE : ETUDE DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN AGRICULTURE

I - Les organismes participant à la prévention :

A - La Mutualité Agricole

- 1/ - Les Assurances Mutuelles Agricoles
- 2/ - La Mutualité Sociale Agricole
 - a) les caisses départementales
 - b) les comités techniques régionaux
 - c) la caisse centrale de Secours Mutuels Agricoles
 - d) les comités techniques nationaux

B - Le Ministère de l'Agriculture

- 1/ - Le Ministre
- 2/ - La commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles.
- 3/ - L'Inspection du travail

C - Le Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (C.N.E.E.M.A.)

D - Au niveau international

II - La prévention technique :

1/ - Aménagement des locaux

2/ - Les outils à mains

3/ - Les machines

A - Les mesures de prévention s'appliquant à l'ensemble des machines :

a) la législation

b) rappel de quelques points particuliers de sécurité

B - Les tracteurs

C - Les scies circulaires

D - Les tronçonneuses

4/ - Les produits chimiques

A - La législation

a) fabrication des produits antiparasitaires à usage agricole

b) vente des produits antiparasitaires à usage agricole

c) utilisation des produits antiparasitaires à usage agricole

B - Les règles élémentaires d'hygiène et de sécurité à respecter lors de la manipulation de produits chimiques

5/ - Les animaux

III - La prévention psychologique

IV - La prévention médicale

4ème CHAPITRE : ETUDE DE LA REPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

I - Le régime des non salariés

1/ - Rappel de la législation

2/ - Les personnes soumises à l'obligation d'assurance

3/ - Les risques couverts

4/ - Les prestations

5/ - Les litiges

6/ - L'organisme assureur

7/ - Coordination entre l'assureur maladie et l'assureur accident

II - Le régime des salariés

A - Les accidents du travail survenus avant le 1er juillet 1973.

B - Les accidents du travail survenus après le 1er juillet 1973.

1/ - Rappel des textes législatifs

2/ - Les bénéficiaires de cette assurance

3/ - Les risques couverts

4/ - Les modalités de déclaration

5/ - Les prestations

6/ - Evaluation du taux d'I.P.P. et calcul de la rente

7/ - Les litiges

a) contestations d'ordre médical

b) contestations relatives à la date de guérison ou de consolidation, ou à la détermination du taux d'I.P.P.

CONCLUSION .

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

SOMMAIRE

DEFINITION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN AGRICULTURE

I - DEFINITION DE L'ACCIDENT DU TRAVAIL

Le Code Rural, article 1146, apporte la définition ci-dessous :

"est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, à toute personne salariée ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole".

Est également considéré comme Accident du Travail l'accident de trajet intervenant dans les conditions exposées dans ce même article 1146 (en annexe I, texte de l'article 1146 du Code Rural).

II - DEFINITION DE L'AGRICULTURE

L'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) dans son rapport technique n° 246 (*Problèmes de la Médecine du Travail en Agriculture*) apporte les informations suivantes :

Agriculture : "toutes les formes d'activité liée à la culture, à la récolte et au traitement initial des végétaux de toutes catégories, à l'élevage des animaux et aux soins qu'ils nécessitent, ainsi qu'à l'entretien des jardins et des propriétés".

Travailleur agricole : "toute personne, quel que soit son statut juridique, exerçant à titre permanent ou temporaire des activités relevant de l'agriculture au sens défini ci-dessus".

III - OBSERVATIONS

Le Code Rural définit l'accident du travail survenant à un "salarié agricole".

Nous nous proposons d'étudier l'accident du travail survenant à l'ensemble des "travailleurs agricoles" quel que soit leur statut juridique c'est-à-dire :

- les salariés agricoles,
- les exploitants agricoles, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers,
- les membres non salariés de leur famille participant à la mise en valeur de l'exploitation (ce sont les aides familiaux définis à l'article 1106-1 du Code Rural, annexe II).

Pour la catégorie "salariés agricoles" nous retiendrons exclusivement les ouvriers et employés occupés "dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations d'élevage". Nous avons

volontairement fait abstraction des autres catégories de personnes (salariés des haras, des piscicultures, des exploitations forestières, des artisans ruraux, des entreprises de battages et de travaux agricoles, des différents organismes agricoles) visées à l'article 1144 du Code Rural dont le texte est rapporté à l'annexe III.

L'objet de cette thèse est donc l'étude des accidents du travail en agriculture, c'est-à-dire de tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à tout "travailleur agricole" salarié ou non salarié dans le cadre des activités agricoles liées aux cultures traditionnelles et à l'élevage des animaux.

REMARQUES SUR LA POPULATION AGRICOLE

Il nous a paru nécessaire, au début de cette thèse, d'apporter quelques chiffres et de présenter quelques remarques sur la population agricole afin de situer l'importance du problème.

Le recensement de la population de 1975 fait état, pour le département du Rhône, d'une population agricole active de 21 300 personnes dont 17 500 non-salariés (12 900 chefs d'exploitation et 4 600 aides-familiaux) et 3 800 salariés. Nous remarquons que les salariés sont beaucoup moins nombreux que les non-salariés : ils représentent environ 17,5 % de la population agricole active, soit 1 salarié pour 5,6 travailleurs. Cette population est relativement âgée : 33 % seulement des travailleurs ont moins de 40 ans.

Les chiffres concernant l'ensemble de la France ne sont pas encore connus. La population agricole active française était estimée en 1971 à 2 800 000 personnes dont 1 500 000 chefs d'exploitation, 800 000 aides-familiaux et 500 000 salariés (*"l'avenir de l'agriculture française"* par Pierre LE ROY). Elle est certainement moins importante aujourd'hui ; on estime, en effet, que l'exode rural touche environ 150 000 personnes par an.

C'est une population pour laquelle le travail à temps partiel a une grande importance. Le recensement général de l'agriculture de 1970/71 montre que plus du tiers des chefs d'exploitation et des salariés travaillaient à temps partiel sur l'exploitation, et parmi ce tiers plus de la moitié avaient un travail à l'extérieur. Quant aux aides familiaux, plus de 80 % travaillaient à temps partiel. Sur 100 chefs d'exploitation travaillant à l'extérieur, 35 étaient ouvriers, 25 artisans ou petits commerçants, 10 travaillaient dans une autre exploitation, 10 étaient cadres ou membres d'une profession libérale et 8 employés ou personnels de service.

La majorité des agriculteurs exploite de petites superficies. Le recensement général de l'agriculture de 1970/71 montre que 70 % des exploitations françaises et 85 % des exploitations du Rhône ont une superficie inférieure à 20 hectares. Il faut tenir compte cependant que, parmi ces petites exploitations, certaines sont spécialisées en maraîchage, en vigne, en culture fruitière ou florale ou en culture ou élevage hors-sol. Ces spécialités permettent un rapport financier appréciable même sur de petites superficies.

RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1975 - DEPARTEMENT DU RHONE

	Hommes et Femmes	Hommes	Femmes
Population globale	1 432 910	701 405	731 505
Population agricole	47 365	25 135	22 230
Chefs d'exploitation agricole	12 905	11 275	1 630
Aides familiaux	4 645	1 125	3 520
Total des non salariés	17 550	12 400	5 150
Salariés agricoles	3 765	3 320	445
Total des travailleurs agricoles	21 315	15 720	5 595

POPULATION AGRICOLE ACTIVE PAR AGE (1975)

Age au 1.1.76	Nombre	Pourcentage
17/19	720	3,4
20/24	1 385	6,5
25/29	1 875	8,8
30/34	1 405	6,6
35/39	1 830	8,6
40/44	2 445	11,5
45/49	3 110	14,6
50/54	3 305	15,5
55/59	1 595	7,5
60/64	2 100	9,9
65/69	970	4,5
70 et plus	575	2,7
TOTAL	21 315	100

RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE DE 1970/71

Exploitations agricoles en fonction de leur superficie

	Rhône		France	
	Nombre	%	Nombre	%
Très petites exploitations, inférieures à 5 hectares	5 452	33,4	492 390	31
Petites exploitations de 5 à 20 hectares	8 498	52,1	605 292	38,1
Moyennes exploitations de 20 à 50 hectares	1 984	12,2	369 610	23,3
Grandes exploitations de 50 à 100 hectares	326	2	93 222	5,9
Très grandes exploitations supé- rieures à 100 hectares	10	0,06	27 129	1,7
TOTAL	16 270	100 %	1 587 643	100 %

- PREMIER CHAPITRE -

LES CAUSES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

LES CARACTERISTIQUES DU MILIEU AGRICOLE

L'étude des causes des Accidents du Travail est indissociable de l'étude du milieu agricole.

Une des caractéristiques de ce milieu apparaît dans l'imbrication entre la vie professionnelle et la vie privée.

Les accidents du travail peuvent être attribués aux causes ci-dessous :

- le facteur d'ambiance : la diversité des opérations, les rythmes de travail, les conditions climatiques et la fréquence des déplacements.
- le facteur technique, imputable à l'aménagement des locaux, à l'outillage et aux machines, à l'utilisation des produits chimiques, au contact avec les animaux et à diverses opérations présentant des risques particuliers.
- le facteur humain : méconnaissance des dangers, alcoolisme, fatigue, négligence, imprudence ...

I - IMBRICATION ENTRE LA VIE PROFESSIONNELLE ET LA VIE PRIVEE

La vie professionnelle et la vie privée sont intimement liées :
Les locaux d'habitation et les locaux de travail sont proches, voire contigus.

Cette proximité ne permet pas de délimiter nettement un horaire de travail et cela d'autant plus que cet horaire varie en fonction des nécessités de l'exploitation et des conditions météorologiques.

D'autre part, il n'y a pas de limite précise entre les heures correspondant aux besoins de l'exploitation et celles relevant des besoins familiaux.

La vie à la campagne est caractérisée par un certain degré d'autarcie : le travailleur agricole assure une partie de ses besoins alimentaires ; il effectue lui-même les aménagements et les réparations de ses locaux. Ces travaux exposent à des risques identiques, qu'ils soient effectués pour l'exploitation ou pour la vie familiale.

La vie professionnelle et la vie privée se trouvent ainsi intimement liées ; il est difficile de séparer l'une de l'autre. Cela est particulièrement vrai pour le chef d'exploitation et sa famille. Il en va différemment pour le salarié agricole dans la mesure où celui-ci a un domicile éloigné de l'exploitation

(mais en fait, nombreux sont les salariés qui logent à la ferme ou à proximité). Cet aspect se retrouve d'ailleurs dans la législation puisque l'exploitant a l'obligation de s'assurer contre les accidents du travail et ceux de la vie privée (et les maladies professionnelles) alors qu'il assure son salarié uniquement contre les accidents du travail (et les maladies professionnelles).

II - ETUDE DES FACTEURS D'AMBIANCE

1/ - La diversité des travaux.

Le travailleur agricole peut être amené successivement à tailler une vigne, traire les vaches, réparer ou conduire un tracteur, etc ...

A quoi est due cette diversité ?

La majorité des exploitations est en polyculture et un même type de culture ou d'élevage nécessite des travaux variés.

Par exemple : - la vigne demande comme compétence de savoir tailler, travailler le sol, traiter, vendanger ...

- l'élevage nécessite des connaissances aussi variées que surveiller les vêlages, traire, faire de la culture fourragère etc ...

D'autre part, à ces travaux s'ajoutent ceux de réparation, d'entretien ou de fabrication de petit matériel qui sont effectués par l'agriculteur lui-même.

Enfin, en plus de ces compétences techniques le chef d'exploitation a la responsabilité de l'organisation et de la gestion de l'exploitation.

Cette diversité peut être la cause d'accidents. Nous savons en effet, que tout travail nécessite un temps d'adaptation pendant lequel le risque d'accident est plus élevé. Or, le travailleur de l'agriculture accomplit rarement la même tâche pendant un temps très long et quand il commence à s'y familiariser d'autres contraintes s'imposent à lui.

2/ - Le rythme de travail

Le rythme de travail est varié, il dépend des saisons. S'il existe des saisons "creuses", certaines périodes de l'année sont très chargées. Cette surcharge de travail est, bien sûr, une cause de fatigue et peut être responsable d'accidents.

De plus, certains travaux tels que vendanges, cueillette de fruits, se font à l'aide d'une main d'oeuvre saisonnière, non qualifiée, et plus exposée aux accidents.

3/ - Les conditions climatiques

Le travail en plein air est influencé par les conditions atmosphériques :

- le froid engourdit les membres et diminue la précision des gestes.
- la pluie réduit la visibilité.
- la chaleur entraîne un surcroît de fatigue, est responsable de somnolence ...

4/ - La fréquence des déplacements

"Dans une ferme de polyculture, on estime que l'agriculteur consacre 30 % de son temps aux travaux de préparation du sol, 10 % aux opérations de

semailles et de récolte et 60 % aux transports et charrois. Dans une ferme de 23 hectares, dont les parcelles sont éloignées de 100 mètres à un kilomètre des bâtiments, sur un total de 509 heures de travaux motorisés, 143 heures, soit 28,1 % sont consacrées aux transports". (PIEL-DESRUISSEAU "L'Organisation du Travail en Agriculture").

Ces estimations doivent, évidemment, être pondérées en fonction des disparités régionales.

Le pourcentage élevé du temps consacré aux transports découle :

- de la distance entre l'habitation, les bâtiments, les terrains.
- de la nécessité d'apport des semences, engrais et produits de traitement sur les lieux d'emploi.
- de l'évacuation des récoltes sur leur aire de stockage.
- des poids considérables représentés par les produits transportés.

Ces transports ont lieu soit sur des chemins plus ou moins bien entretenus, au sol accidenté et au parcours sinueux, soit sur des routes sur lesquelles s'effectue également la circulation automobile.

III - ETUDE DU FACTEUR TECHNIQUE

1/ - Les locaux de travail.

Bien que la plus grande partie des travaux ait lieu dans les champs, un pourcentage non négligeable de l'activité s'effectue dans des locaux.

Ces derniers sont souvent mal conçus ou plus exactement n'ont pas été conçus pour l'usage qui en est fait de nos jours. Ils peuvent être également dispersés, augmentant ainsi les déplacements et les transports. Les postes de travail sont souvent répartis en fonction de l'habitude ou du hasard, alors qu'une répartition plus judicieuse permettrait de réduire les déplacements et la fatigue.

L'éclairage, parfois insuffisant, ne permet pas d'apprécier les dangers à leur juste valeur.

L'installation électrique est souvent vétuste, les fils conducteurs mal isolés sont responsables de court-circuit et même d'incendie (risques souvent aggravés dans les granges). Une prise de courant défectueuse, surtout dans une pièce humide comme une étable, entraîne un danger d'électrocution.

Les locaux sont souvent encombrés par le matériel, les produits stockés.

L'accès à certains greniers est parfois difficile, il se fait au moyen d'échelles ou d'escaliers à pente raide dont l'entretien est souvent défectueux.

Une autre cause d'accidents concerne les abords des locaux ; l'écoulement des eaux de pluie n'est pas toujours prévu et les orages peuvent transformer les cours en bourbiers occasionnant ainsi chutes et glissades.

2/ - Les outils et les machines.

Les outils employés sont le plus souvent piquants ou tranchants. Nous n'énumérerons pas tous ces outils. Tout le monde imagine le danger que peut représenter une fourche, une hache, une faux.

Le mauvais entretien de ces instruments, l'utilisation d'un outillage non adapté au travail à effectuer, augmentent encore les risques d'accidents. Ils sont responsables de plaies plus ou moins profondes touchant parfois une articulation, voire même d'amputation. Ces lésions sont souillées de terre, le risque d'infection et en particulier de tétanos est donc grand.

Les machines (presse, moissonneuse, scie circulaire ...) utilisées en agriculture font courir les mêmes risques que les machines utilisées dans l'industrie ; comme ces dernières elles possèdent des transmissions, des courroies, des chaînes, des engrenages ; certaines comportent des pièces tranchantes ou acérées souvent animées d'une grande vitesse. Elles peuvent être responsables de blessures graves, d'amputations.

Nous insistons sur les dangers présentés par l'utilisation de plus en plus développée des scies circulaires et des tronçonneuses.

Les tracteurs, trop souvent conduits par des adolescents ou des sujets inexpérimentés, peuvent être à l'origine d'accidents de renversement ou de cabrage, particulièrement en terrain accidenté ou sur sol meuble. Ce type d'accident est souvent dramatique.

Il nous semble important de faire quelques remarques sur le machinisme agricole. Celui-ci s'est développé de manière considérable au cours des dernières décennies (1). Il a profondément modifié les conditions de travail en réduisant l'effort physique demandé et en permettant d'effectuer beaucoup plus rapidement le travail nécessaire, parfois en le simplifiant.

En contre-partie, il exige de l'utilisateur des qualités d'attention et de vigilance notables. Il est parfois une cause d'asservissement de l'homme qui ne respecte plus les rythmes naturels (les moissonneuses batteuses "tournent" jour et nuit pendant la moisson). L'agriculteur entre dans un véritable cercle vicieux quand il achète une machine pour alléger son effort mais doit finalement travailler plus pour rentabiliser la machine.

3/ - Les produits chimiques

Les produits chimiques utilisés en agriculture sont très variés et commercialisés sous de nombreuses appellations. Ils ont pour but, soit d'améliorer le sol par un apport d'éléments fertilisants, soit de prévenir ou de traiter les maladies cryptogamiques, soit de détruire ou éloigner les parasites, les insectes, soit encore de procéder à des désherbages sélectifs.

Ils se présentent à l'état solide (poudre, cristaux, brisures, granulés), ou liquide (concentré ou dilué), plus rarement à l'état gazeux.

Leur utilisation nécessite une phase de préparation. Cette phase est particulièrement dangereuse. En effet, la manipulation de ces produits lorsqu'ils sont sous forme solide, dégage des poussières qui peuvent être facilement inhalées.

L'épandage peut avoir lieu :

- sous forme solide. C'est le cas de la majorité des engrais qui sont dispersés à partir d'un semoir tiré par le tracteur.
- par pulvérisation d'une substance liquide. C'est le cas de la plupart des pesticides. Cette forme est certainement la plus dangereuse car le produit, pulvérisé en fines gouttelettes, est facilement inhalé. Cette pulvérisation intervient :

(1) Selon une estimation du C.N.E.E.M.A. (Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole) :

-le parc des tracteurs était de	44 000 en 1945 et de 1 350 000 en 1975.
-celui des moissonneuses batteuses de	200 en 1945 et de 200 000 en 1975.

- à partir d'un appareil à dos ; l'agriculteur pulvérise le liquide à une faible distance devant lui. Il inhale donc forcément du produit. Le risque d'intoxication est aggravé par la fatigue, par la sudation qui augmente la pénétration cutanée.
- au moyen d'un compresseur monté sur un tracteur ; la lance est alors beaucoup plus longue et la fatigue moindre.
- à l'aide d'une rampe disposée à l'arrière d'un ensemble tracteur - compresseur ; cette méthode est beaucoup moins dangereuse pour le travailleur.

Ce travail peut également être effectué par avion ou hélicoptère. L'utilisation des aéronefs en agriculture expose les travailleurs à des risques particuliers (risques d'accidents élevés, risques d'intoxication non négligeables). Cependant, ce type de pulvérisation n'entre pas dans le cadre de notre étude car il est assuré par des sociétés spécialisées.

La pénétration de ces produits dans l'organisme a lieu par voies respiratoire, cutanée ou digestive.

La pénétration par voie respiratoire est favorisée par la pulvérisation en fines gouttelettes. Elle est également non négligeable lors de la manipulation du produit.

Les solvants contenus dans certaines substances favorisent la pénétration par voie cutanée. Cette dernière est également aggravée par la transpiration.

Des conditions atmosphériques défavorables, en particulier l'existence de vent, augmentent encore le risque de pénétration par ces deux voies.

La pénétration par voie digestive est la conséquence d'une hygiène défectueuse. Elle se fait par l'intermédiaire des aliments ou des cigarettes souillés par le contact des doigts, ou par le passage de la langue sur les lèvres.

Cette voie est également le cas des intoxications accidentelles. Ce mode d'intoxication est certainement le plus fréquent. Il pourrait être évité par des mesures simples consistant à stocker ces produits hors de portée des enfants, indépendamment de toute réserve alimentaire, et dans des emballages ne permettant pas de les confondre avec des aliments, cela afin d'éviter toute méprise.

En pratique, les intoxications aiguës dues aux produits chimiques sont rares en agriculture. (Les intoxications volontaires chez des sujets non paysans sont beaucoup plus fréquentes). Il est cependant nécessaire de respecter quelques règles élémentaires d'hygiène et de sécurité lors de leur utilisation. Cela nous semble d'autant plus important que ces produits sont de plus en plus utilisés, que des produits nouveaux apparaissent chaque année, certains d'entre eux étant potentiellement très dangereux (les plus dangereux semblant être les organo-phosphorés).

4/ - Les animaux

Les gros animaux (bovidés, équidés, porcins) ont des réactions imprévisibles se manifestant par des ruades, coups de cornes, morsures, parfois même piétinement. Les conséquences en sont multiples. Elles vont de la simple contusion à l'hémorragie interne ou à la rupture d'un viscère en passant par la fracture, la plaie articulaire.

Il convient de se méfier tout particulièrement des mâles, ainsi que des femelles qui viennent de mettre bas.

Les coups de queue des vaches au cours de la traite peuvent entraîner des lésions oculaires.

Les chiens, les chats sont responsables de morsures ou de griffures, parfois surinfectées.

Des griffures septiques peuvent être dues également à des animaux de basse-cour.

5/ - Travaux présentant des risques particuliers

Les travaux d'élagage et d'abattage des arbres présentent outre les dangers dus à l'utilisation d'une scie ou d'une tronçonneuse, un risque d'accident élevé : le travailleur peut tomber d'un arbre ou être blessé par la chute d'une branche ou de l'arbre lui-même.

La cueillette des fruits expose le travailleur au risque de chutes par inadvertance ou par rupture inopinée d'une branche, plus particulièrement dans le cas des cerisiers.

En viticulture, la fermentation du raisin dégage du gaz carbonique responsable chaque année d'accidents à la période des vendanges.

L'ensilage des grains et des fourrages provoque également un dégagement de gaz carbonique : le risque d'asphyxie est possible lors de l'ouverture des silos.

6/ - Risques divers

Nous citerons pour mémoire :

- les accidents dus à la foudre
- les morsures de vipères
- les piqûres d'abeilles, de guêpes ou de frelons
- les agressions par un animal sauvage
- les accidents dus aux vestiges de la guerre.

IV - ETUDE DU FACTEUR HUMAIN

Parmi les causes d'accidents dus au facteur humain :

1/ - La méconnaissance et la sous-estimation des dangers sont liées le plus souvent à l'absence de formation professionnelle. Le pourcentage d'agriculteurs ayant reçu une formation reste encore faible, malgré le développement des lycées, des collèges et des autres établissements d'enseignement agricole. Il est regrettable que les programmes d'études ne réservent pas une place plus importante aux problèmes d'hygiène et de sécurité.

2/ - L'alcoolisme est trop répandu dans nos campagnes. La consommation quotidienne d'alcool dépasse souvent la limite tolérable, sans que le sujet en soit conscient. Les préjugés pro-alcooliques sont tenaces.

3/ - La fatigue intervient également. Les accidents du travail sont classiquement plus fréquents en été, pendant la période des gros travaux, qu'en hiver en période "creuse".

4/ - La négligence, l'inconscience, l'imprudence, voire la témérité, sont aussi des facteurs de risques.

En résumé, le milieu agricole présente des caractéristiques qui lui sont propres et qui conditionnent l'activité de ses travailleurs, activité susceptible d'entraîner des accidents spécifiques à ce milieu. Les risques dus à l'utilisation d'outils et machines dangereux, à l'emploi de produits chimiques, au contact avec les animaux, sont aggravés par différents facteurs : la méconnaissance fréquente des dangers, l'absence de formation, la fatigue, l'alcoolisme, la négligence ...

- DEUXIEME CHAPITRE -

STATISTIQUES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN AGRICULTURE ET COMPARAISON AVEC
LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

Notre étude va porter essentiellement sur les accidents du travail survenus aux salariés agricoles. Ceux-ci représentent un faible pourcentage (moins de 20 %) de l'ensemble des travailleurs agricoles. De ce fait, elle n'est pas un reflet exact de la réalité. Mais, il est très difficile d'obtenir des chiffres statistiques concernant les exploitants agricoles et les membres de leur famille et cela pour deux raisons : d'une part, parce qu'il existe une pluralité d'assureurs, d'autre part, parce que ces derniers n'établissent pas de statistiques suffisamment détaillées pour être exploitables. Par contre, les salariés sont tous pris en charge par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole (M.S.A.) organismes qui établissent des relevés statistiques comparables à ceux des Caisses du Régime Général de Sécurité Sociale.

Il nous a donc paru intéressant d'effectuer une comparaison entre les accidents du travail concernant les salariés agricoles et ceux survenant aux travailleurs du Commerce et de l'Industrie.

Nous apporterons quelques chiffres relatifs aux accidents survenus chez les exploitants agricoles.

Puis nous étudierons les accidents du travail survenus chez les salariés. Nous examinerons successivement la fréquence, le taux de gravité, l'indice de gravité des accidents du travail ; le pourcentage d'accidents du travail et d'accidents de trajet ; la répartition en fonction de l'élément matériel en cause, du siège des lésions, de la nature des lésions, en établissant un parallèle avec les accidents du travail survenus chez les travailleurs du Commerce et de l'Industrie.

I - ETUDE DES ACCIDENTS SURVENANT AUX EXPLOITANTS ET AUX MEMBRES DE LEUR FAMILLE

Nous allons étudier les accidents survenus aux exploitants agricoles du département du Rhône et aux membres de leur famille, assurés à la Mutualité Agricole du Sud-Est au cours de l'année 1971.

Nous précisons qu'il s'agit des accidents du travail et des accidents de la vie privée, ces deux risques étant pris en charge indistinctement par la même assurance pour les non-salariés.

Sur 1 148 accidents déclarés en 1971, nous constatons que 50 % sont survenus chez les chefs d'exploitation.

Sur 100 chefs d'exploitation, 7,4 ont été victimes d'un accident.

Les aides familiaux hommes sont les plus exposés : presque 10 % ont été accidentés.

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DE LA VIE PRIVEE DES NON SALARIES DE L'AGRICULTURE

Catégorie d'assurés	Adhérents		Nombre d'accidents		
	en Nbre	en %	en valeur absolue	en %	$\frac{\text{col.3} \times 100}{\text{Col. 1}}$
	1	2	3	4	5
Chefs d'exploitation	8 225	31,67	610	53,14	7,42
Conjoints	5 884	22,66	217	18,90	3,69
Aides familiaux - Hommes	1 638	6,31	162	14,11	9,89
Femmes	1 083	4,17	43	3,75	3,97
Enfants de moins de 16 ans	7 850	30,23	82	7,14	1,04
Sujets de plus de 65 ans	1 287	4,96	34	2,96	2,64
TOTAL	25 967	100	1 148	100	

Ces chiffres correspondent aux accidents survenus aux chefs d'exploitation et aux membres de leur famille, assurés à la Mutualité Agricole du Sud-Est en 1971.

(parmi les 25 967 assurés, on compte 14 non agriculteurs : forestiers, artisans ...).

Les femmes sont moins souvent accidentées que les hommes (4 sur 100 environ) : en effet, même quand elles participent à la mise en valeur de l'exploitation, elles n'y consacrent pas un temps aussi important que les hommes et elles font aussi des travaux moins dangereux.

D'autre part, sur 1148 accidents déclarés en 1971, 791 soit les deux-tiers correspondent à des accidents du travail et 357 soit un tiers correspondent à des accidents de la vie privée.

II - ETUDE DE LA FREQUENCE, DU TAUX DE GRAVITE ET DE L'INDICE DE GRAVITE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENANT AUX SALARIES AGRICOLES - COMPARAISON AVEC LES ACCIDENTS DU TRAVAIL SURVENANT DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

Définitions :

- La fréquence (f) correspond au nombre d'accidents du travail pour 1 000 000 d'heures travaillées. La formule qui permet de la calculer est la suivante :

$$f = \frac{\text{nombre d'accidents} \times 1\,000\,000}{\text{nombre d'heures travaillées}}$$

- Le taux de gravité (g) indique le nombre de journées perdues par 1 000 heures de travail. Il est calculé selon la formule :

$$g = \frac{\text{nombre de journées perdues par incapacité temporaire} \times 1000}{\text{nombre d'heures travaillées}}$$

- L'indice de gravité (i) des incapacités permanentes est calculé selon la formule :

$$i = \frac{\text{total des taux d'incapacité permanente} \times 1\,000\,000}{\text{nombre d'heures travaillées}}$$

Observations :

Nous précisons les points suivants :

- pour les accidents du travail des salariés agricoles, les chiffres sont ceux fournis par le Service Régional du Travail et de la Protection Sociale Agricole. Ils correspondent :

- . aux accidents survenus en 1974 pour l'étude sur la France entière
- . aux accidents survenus en 1975 pour l'étude sur le département du Rhône et la Région Rhône-Alpes.

Nous avons pris en compte les relevés statistiques des secteurs 1 et 2 des Caisses de Mutualité Sociale Agricole. Ces secteurs d'activité regroupent, en effet, les catégories de salariés se rapprochant au mieux de la définition que nous avons retenue pour le travailleur agricole. (ils comprennent les salariés des exploitations de culture et d'élevage spécialisées ou non, des champignonnières, des établissements d'entraînement et de dressage, des établissements de conchyliculture, des exploitations de marais salants).

- pour les accidents du travail survenus dans l'Industrie et le Commerce (Régime Général de Sécurité Sociale) les chiffres sont ceux de 1974 publiés par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (revue "Travail et Sécurité" d'octobre 1976).

TABLEAU COMPARATIF DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DES SALARIES

Régime Agricole

	f	g	i	Nombre d'heures de travail	Nombre d'A.T. avec arrêt	Nombre de jours indem- nisés	Somme des taux I.P.P.
Rhône	55	1,33	87,23	6 510 964	359	8 691	568
Région Rhône-Alpes	48	1,39	120,04	25 766 144	1 235	35 913	3 093
France	45	1,20	51,10				
Moyenne R.G.S.S.	41	1,09	47		1 152 334	30 414 490	1 314 374

Régime Général 1974

	f	g	i
Bâtiments et Travaux publics	75	2,28	105,7
Pierres et terres à feu	69	1,81	78,5
Métallurgie	57	1,27	44,8
Bois	55	1,37	61,7
Transports	52	1,70	88,1
Caoutchouc-Papier-Carton	51	1,30	47,3
Alimentation	41	1,01	40,7
Chimie	33	0,89	38,4
Textiles	31	0,77	26,1
Livre	23	0,59	27,5
Commerce	23	0,60	29,8
Cuirs et Peaux	23	0,53	19,8
Vêtements	16	0,33	10,9
Interprofessionnel	15	0,43	21,8
Moyenne R.G.S.S.	41	1,09	47

f = fréquence

g = taux de gravité

i = indice de gravité

I.P.P. = incapacité permanente partielle

Rhône } 1975

Rhône-Alpes } secteurs 1 et 2 M.S.A.

France 1974 secteurs 1 et 2 M.S.A.

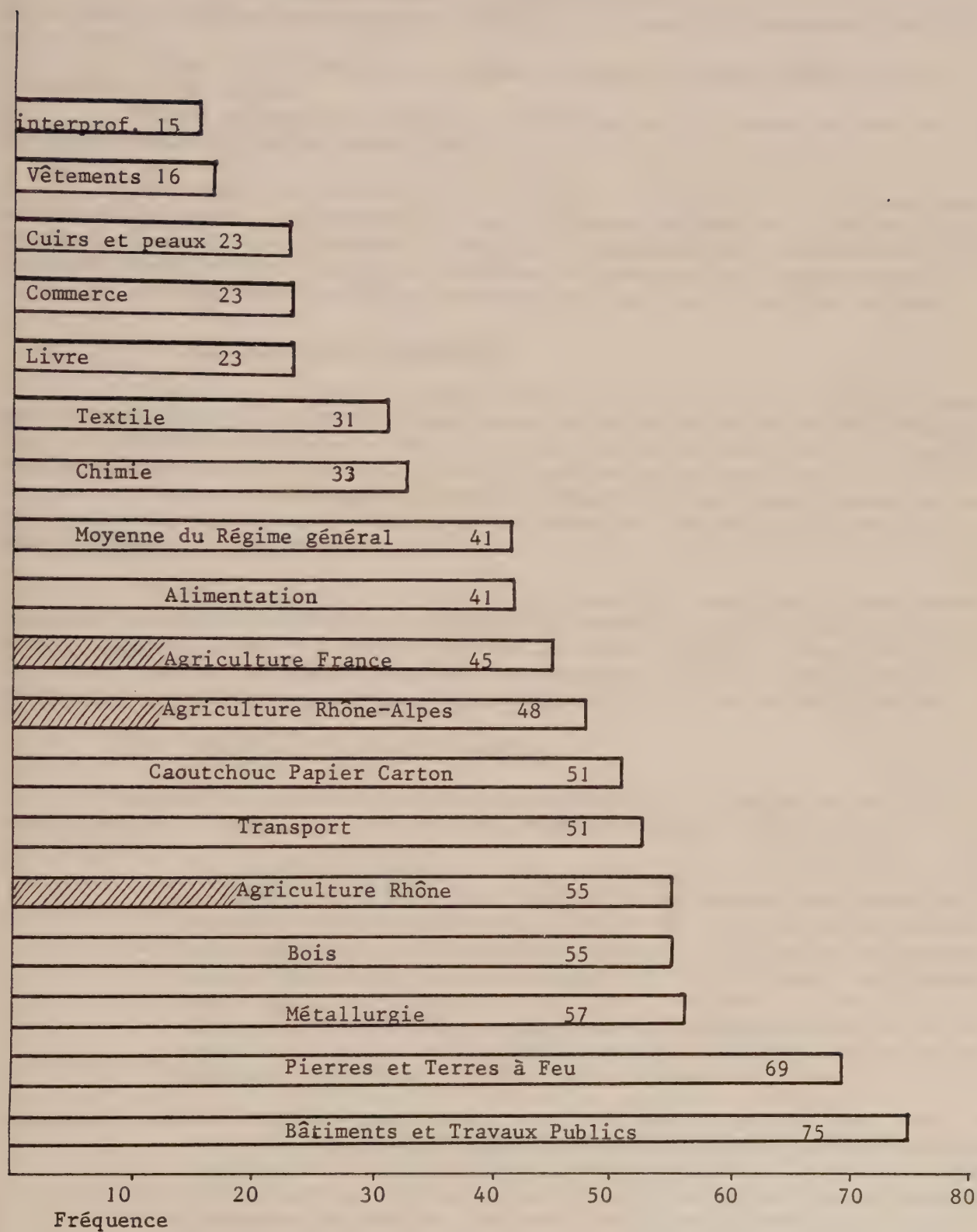
R.G.S.S. = Régime Général
Sécurité Sociale 1974

pour tous : A.T. avec arrêt

A.T. seuls, acci-
dents de trajet
non compris.

FREQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

COMPARAISON ENTRE L'AGRICULTURE ET LES DIFFERENTS SECTEURS INDUSTRIELS



Dans les deux cas il s'agit des accidents du travail seuls, les accidents de trajet n'étant pas compris. De plus, seuls ont été pris en compte les accidents du travail avec arrêt.

1/ - Etude de la fréquence

Le taux de fréquence est en agriculture de 45 pour la France en 1974, de 48 pour la région Rhône-Alpes en 1975 et de 55 pour le département du Rhône en 1975.

Il est plus élevé dans le Rhône que dans la région Rhône-Alpes ou l'ensemble de la nation.

Il est un peu plus élevé en agriculture sur la France entière (45) que dans la moyenne du Régime Général (41).

Par rapport à l'ensemble des secteurs industriels, la fréquence des accidents du travail en agriculture, sur la France entière, se situe entre le secteur alimentation et le secteur caoutchouc-papier-carton, soit au niveau des secteurs ayant un taux légèrement supérieur à la moyenne du Régime Général.

Le département du Rhône se situe au niveau des industries du bois.

2/ - Etude du taux de gravité

Il est de 1,20 pour l'agriculture sur l'ensemble du territoire français et de 1,33 et 1,39 pour le département du Rhône et la région Rhône-Alpes.

Comme précédemment, nous constatons un taux un peu plus élevé dans la région Rhône-Alpes et le Rhône que sur le territoire national.

Si nous comparons à la moyenne du Régime Général, nous constatons que le taux de gravité en agriculture pour la France est un peu plus élevé (1,20) que la moyenne du régime général (1,09).

Si nous comparons à l'ensemble des secteurs industriels, nous constatons que le taux de gravité des accidents du travail en agriculture pour la France, se situe comme le taux de fréquence, entre le secteur "alimentation" et le secteur "caoutchouc-papier-carton". Le département du Rhône et la région Rhône-Alpes se situent au niveau des industries du bois, de la métallurgie.

3/ - Etude de l'indice de gravité

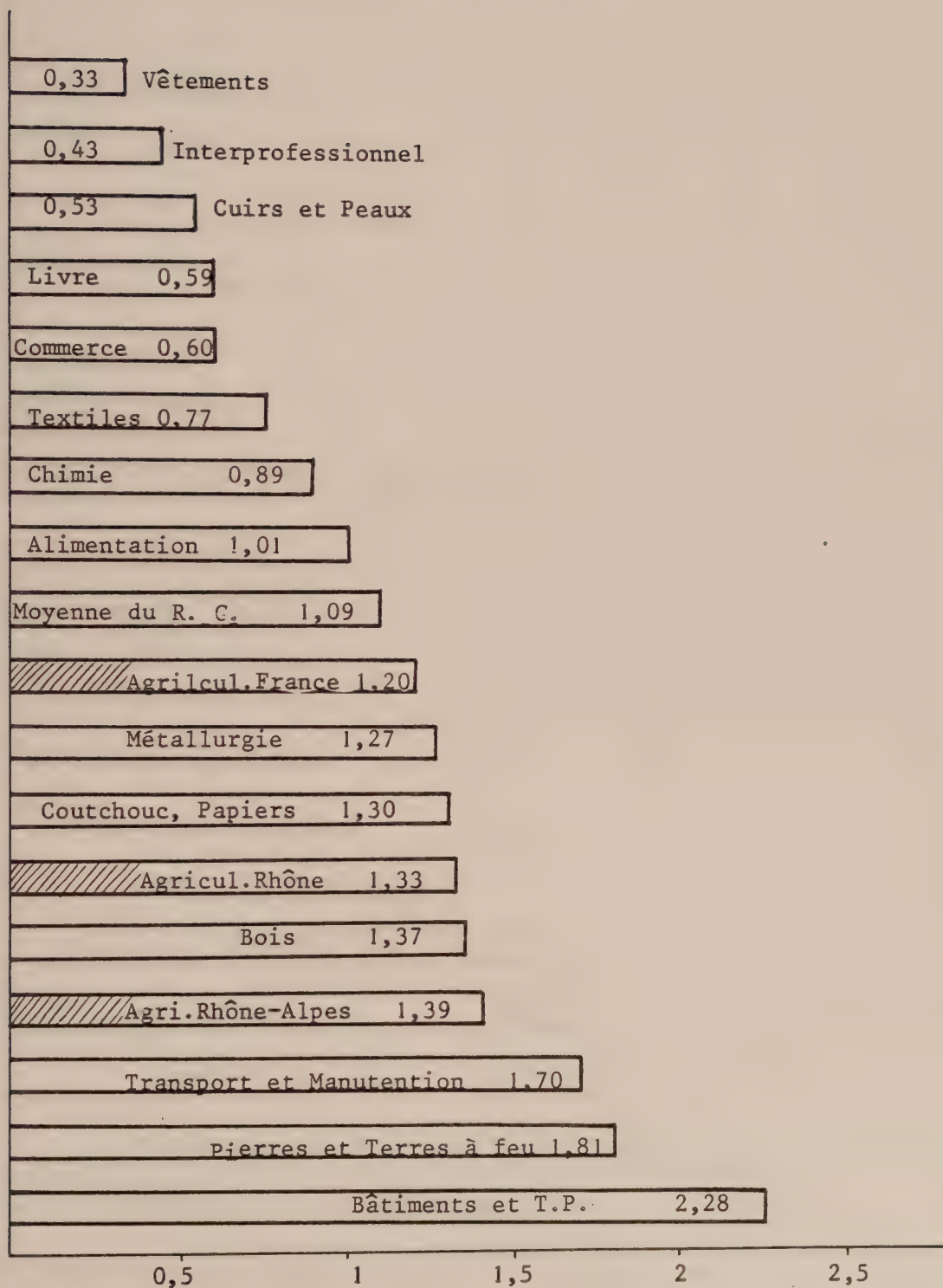
Il est de 51,10 pour la France, de 87,23 pour le Rhône et de 120,04 pour la région Rhône-Alpes. Ces chiffres méritent quelques commentaires :

- . Le chiffre apparaissant pour la France est sous-estimé. En effet, il correspond aux rentes d'incapacité permanente attribuées par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole en 1974. Or, les accidents du travail des salariés agricoles ne sont pris en charge par ces Caisses que depuis le 1er juillet 1973. Par ailleurs, les rentes sont attribuées plusieurs mois après l'accident du travail, quand celui-ci est consolidé, ce qui demande un délai pouvant aller de 6 mois à plus d'un an. En conséquence, ce chiffre ne prend en considération qu'une partie des rentes attribuées en 1974.

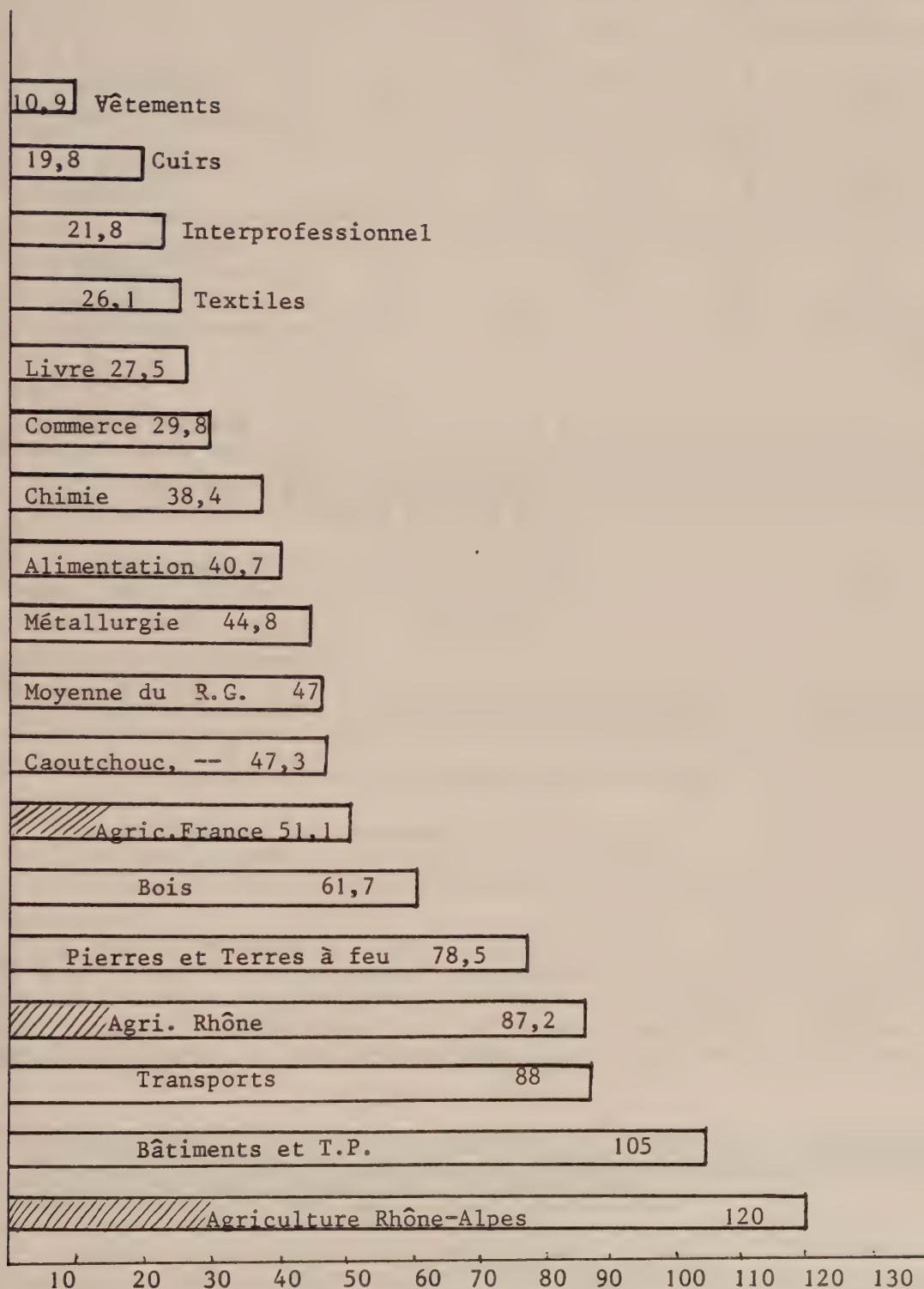
- . Le chiffre apparaissant pour la région Rhône-Alpes est très élevé, plus élevé encore que dans le secteur industriel le plus dangereux c'est-à-dire les bâtiments et travaux publics. Il y a certainement une explication à cette situation mais les recherches que nous avons effectuées ne nous ont pas permis de situer l'anomalie. Nous regrettons de n'avoir pu obtenir les chiffres correspondant aux autres régions.

TAUX DE GRAVITE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

COMPARAISON ENTRE L'AGRICULTURE ET LES DIFFERENTS SECTEURS
INDUSTRIELS



Taux de gravité

INDICE DE GRAVITE DES ACCIDENTS DU TRAVAILCOMPARAISON ENTRE L'AGRICULTURE ET LES DIFFERENTS SECTEURS
INDUSTRIELS

Indice de gravité

II - ETUDE DE LA REPARTITION ACCIDENTS DU TRAVAIL - ACCIDENTS DE TRAJET CHEZ LE SALARIE AGRICOLE, ET COMPARAISON AVEC LE REGIME GENERAL

	France	Rhône	Régime Général
% accidents du travail	91,28	90,57	87,54
% accidents de trajet	8,72	9,43	12,46
accidents de travail + accidents de trajet	100	100	100

Les données ci-dessus regroupent pour l'agriculture les secteurs d'activité 1, 2 et 9. Ces secteurs sont pris en charge par le même comité technique qui, dans le cas de la répartition Accidents du travail - Accidents de trajet, a fait apparaître des résultats globaux pour les trois secteurs.

Nous avons déjà précisé les catégories de salariés correspondant aux secteurs 1 et 2. Le secteur 9 regroupe :

- les gardes-chasse, gardes-pêche, jardiniers, jardiniers-gardes de propriété, gardes forestiers.
- les organismes de remplacement ayant passé une convention avec le S.U.A.D. d'une chambre d'agriculture, les entreprises de travail temporaire.
- les pêcheurs dans les fleuves, les rivières, les lacs.

Ces chiffres correspondent :

- pour la France, aux accidents de travail avec arrêt pour l'année 1974
- pour le Rhône, aux accidents de travail déclarés pendant l'année 1975.

Nous constatons que les accidents de trajet représentent un peu moins de 10 % de l'ensemble des accidents en agriculture. Ce chiffre est sensiblement inférieur à celui du régime général ce qui est explicable par le fait que le salarié agricole a généralement un trajet moins important à effectuer pour se rendre à son travail et que souvent même il est logé par l'exploitant.

III - ETUDE DE LA REPARTITION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL SELON L'ELEMENT MATERIEL EN CAUSE, LE SIEGE DES LESIONS, LA NATURE DES LESIONS, CHEZ LE SALARIE AGRICOLE ET COMPARAISON AVEC LE REGIME GENERAL.

Nous avons utilisé pour cette étude les relevés d'accidents du travail établis par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole. Les chiffres correspondent à l'année 1974 pour la France et aux années 1974 et 1975 pour le département du Rhône. (nous avons volontairement associé ces deux années pour avoir des chiffres plus significatifs). Nous avons tenu compte des accidents du travail indemnisés avec ou sans arrêt de travail.

REPARTITION EN FONCTION DE L'ELEMENT MATERIEL

Elément matériel en cause	Agriculture France		Agriculture Rhône		Régime Général	
	Nbre AT	%	Nbre AT	%	Nbre AT	%
Accidents de plain-pied	7 172	14,9	217	24,6	204 305	17,7
Chutes avec dénivellation	4 844	10,0	155	17,6	122 231	10,6
Objets en cours de manipulation et de transport manuel	7 747	16,0	111	12,6	379 726	32,9
Projections de particules ou d'éléments de matière	2 658	5,5	19	2,2	109 358	9,5
Objets en mouvement accidentel	1 952	4,0	19	2,2		
Appareils de levage, manutention, préhension, amarrage	669	1,4	4	0,5	50 508	4,4
Véhicules à traction animale		n.p	1	0,1		
Véhicules routiers	1 440	3	31	3,5		
Remorques	1 647	3,4	26	2,9		
Tracteurs	2 169	4,5	35	4		
Autres véhicules	518	1,1	13	1,5		
total véhicules		12,0		12,0	34 651	3
Scies	750	1,5	18	2	14 624	1,3
Machines agricoles proprement dites	1 890	3,9	43	4,9		
Machines de transformation des produits agricoles		n.p	6	0,7		
Autres machines	446	0,9	13	1,5		
total machines		4,8		7,1	98 093	8,5
Outils mécaniques à main	477	1	3	0,3	13 252	1,1
Outils individuels à main	3 194	6,6	48	5,5	69 323	6,0
total outils		7,6		5,8		7,1
Animaux	4 981	10,3	65	7,39		
Arbustes, plantes épineuses, clôtures	2 065	4,3	41	4,66		
Produits toxiques	n.p	n.p	1	0,1		
Electricité		n.p	3	0,3	3 063	0,3
Incendies locaux, matières explosives ou combustibles		n.p	1	0,1	17 003	1,5
Rixes, jeux, sports	1 673	3,5	2	0,2		
Autres éléments matériels	1 969		5		38 234	
Total	48 261	100	880	100	1 154 371	100

Agriculture secteurs 1,2 et 9 des Caisses de Mutualité Sociale Agricole
accidents du travail avec ou sans arrêt + accidents de trajet
France 1974 ; Rhône 1974 et 1975

Régime général : accidents du travail avec arrêt, accidents de trajet non compris
1974.

REPARTITION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN FONCTION DE L'ELEMENT
MATERIEL EN CAUSE

1,4 app.de levage
0,5 manutention
4,4 préhension (chiffres donnés en pourcentage)

1,5
2 Scies Pour chacun des éléments matériels,
1,3 lire de haut en bas :

4,3	Arbustes,	Agriculture France
4,7	plantes, clôtures	Agriculture Rhône
		Régime général France

5,5 + 4 Projection de particule
2,2 + 2,2 + objets en mouvement
9,5 accidentel

4,8
7,1
8,5 Machines

7,6
5,8
7,1 Outils

10,3
7,4 Animaux

12
12 Véhicules
3

16 Manipulation et transport manuel
12,6
32,9

10
17,6 Chutes avec dénivellation
10,6

14,9
24,6 Accidents de plain pied
17,7

5 10 15 20 25 30 %

Les chiffres avancés concernent l'ensemble des accidents du travail, accidents de trajet compris ; ils sont relatifs aux salariés des secteurs d'activité 1 et 2 des Caisses de Mutualité Sociale Agricole (voir chapitre précédent) sauf pour la répartition selon les éléments matériels.

Les chiffres correspondant aux accidents du travail survenus dans le Régime Général de Sécurité Sociale sont toujours ceux de 1974 publiés par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (revue "Travail et Sécurité" d'octobre 1976). Ils correspondent aux accidents du travail indemnisés avec arrêt de travail. Les accidents de trajet ne sont pas compris.

1/ - Répartition en fonction de l'élément matériel en cause

Les accidents les plus fréquents sont, aussi bien en agriculture que dans le Régime Général, les accidents dus aux trois causes suivantes :

- Accidents de plain-pied
- Chutes avec dénivellation
- Objets en cours de manipulation et de transport manuel.

Ces trois causes représentent 40 à 60 % du total des accidents.

Les véhicules représentent 11 à 12 % des accidents du travail. (nous rappelons que les accidents de trajet sont compris dans ce chiffre). Le pourcentage dû aux véhicules à traction animale est négligeable ce qui n'a rien d'étonnant, ce mode de traction étant en voie de disparition. Les tracteurs représentent à eux-seuls 4 à 4,5 % des accidents, les remorques et les véhicules routiers 3 à 3,5 %.

Viennent ensuite les trois causes suivantes : animaux
outils
machines

qui représentent chacune 5 à 10 % des accidents du travail.

Nous remarquons que les accidents par projections de particules et par objets en mouvement accidentel sont beaucoup plus rares dans le Rhône que dans l'ensemble de la nation.

Les accidents par arbustes, plantes, clôtures, représentent un peu moins de 5 % du total.

Les accidents par scie représentent 1,5 à 2 % des accidents du travail.

Nous notons le très faible pourcentage d'accidents par produits toxiques (seules les intoxications aiguës apparaissent dans ce tableau, les intoxications chroniques sortant du cadre de notre étude).

2/ - Répartition en fonction du siège des lésions

La partie du corps la plus fréquemment atteinte par les accidents du travail est représentée incontestablement par les mains : 25 % des accidents soit un accident sur quatre sont localisés aux mains et ceci aussi bien dans l'étude faite sur l'ensemble de la France que sur le seul département du Rhône.

Viennent ensuite les membres inférieurs, le tronc, les pieds, les membres supérieurs. Chacun de ces éléments est atteint respectivement dans 15 à 16 % des cas pour les membres inférieurs (soit un accident sur six), 13 à 14 % pour le tronc, 11 à 12 % pour les pieds, 10 à 11 % pour les membres supérieurs (un accident sur dix).

REPARTITION EN FONCTION DU SIEGE DES LESIONS

Siège des lésions	Agriculture France		Agriculture Rhône		Régime Général	
	Nbre AT	%	Nbre AT	%	Nbre AT	%
Tête sauf yeux	3 241	6,94	66	7,79	50 481	4,37
Yeux	3 762	8,06	27	3,19	71 133	6,16
Membres supérieurs sauf mains	4 700	10,07	95	11,22	108 429	9,39
Mains	11 505	24,66	220	25,97	371 061	32,14
Tronc	6 378	13,66	113	13,34	168 177	14,57
Membres inférieurs	7 091	15,20	137	16,17	164 700	14,26
Pieds	5 720	12,26	99	11,69	133 055	11,53
Localisations multiples	2 449	5,25	65	7,67	76 608	6,37
Siège interne	1 183	2,53	13	1,53	2 628	0,23
Localisations non précisées	614	1,31	12	1,42	8 099	0,70
TOTAL	46 643	100	847	100	1 154 371	100

Agriculture secteurs 1 et 2 des Caisses de Mutualité Sociale Agricole
accidents du travail avec ou sans arrêt
accidents du travail + accidents de trajet

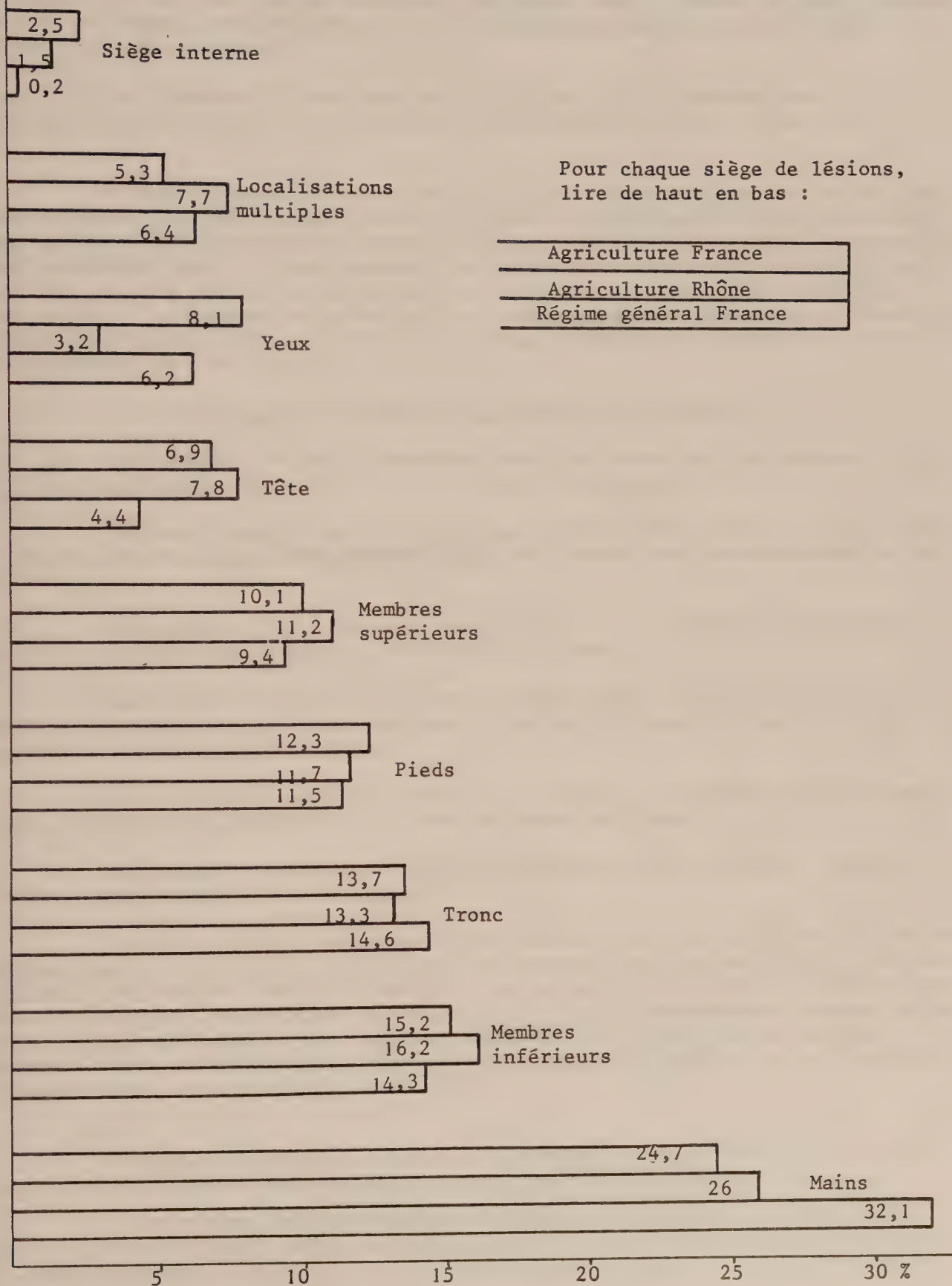
France : 1974

Rhône : 1974 et 1975

Régime Général : accidents du travail avec arrêt
accidents de trajet non compris
1974

REPARTITION EN FONCTION DU SIEGE DES LESIONS

(chiffres donnés en pourcentage)



La tête est atteinte dans 7 à 8 % des cas.

De même que les accidents du travail par projection de particules ou d'éléments de matière étaient beaucoup plus rares dans le Rhône que dans l'ensemble de la France, nous retrouvons ici un pourcentage beaucoup plus faible d'accidents localisés aux yeux.

Les blessures à localisations multiples sont retrouvées dans 5 à 7 % des cas. Les blessures de siège interne représentent 1,5 à 2,5 % des cas.

L'étude comparée des accidents du travail survenus dans le régime agricole et dans le régime général montre très peu de différence. On note cependant que les mains sont encore plus vulnérables dans le secteur industriel puisqu'elles sont atteintes dans 32 % des accidents du travail. Par contre, la tête est moins atteinte (4,37 % des accidents au lieu de 7 à 8 %) ; ce fait peut s'expliquer par le port d'un casque protecteur qui est fréquent dans l'industrie et exceptionnel en agriculture. Les localisations de siège interne sont également beaucoup plus rares (0,23 % au lieu de 1,5 à 2,5 %).

3/ - Répartition en fonction de la nature des lésions

Les lésions les plus fréquentes sont les plaies qui représentent 25 à 30 % des accidents du travail soit un accident sur quatre.

Viennent ensuite les contusions qui représentent environ 20 % des accidents soit un sur cinq, puis les fractures et fêlures avec un pourcentage de 10 à 17 %.

Les piqûres, les entorses, les douleurs ou les lésions secondaires à un effort représentent chacune 5 à 6 % des accidents.

Les lésions par corps étrangers représentent 4,57% des accidents du travail survenus dans la France entière. Elles ne représentent que 1,77 % des accidents survenus dans le Rhône.

Les brûlures, les déchirures musculaires ou tendineuses, les inflammations, représentent chacune 1 à 2 % des accidents du travail.

Enfin, les accidents du travail responsables de différents types de lésions représentent 2 à 5 % du total.

Les autres types de lésions sont beaucoup plus rares. Elles sont représentées par les luxations, les gelures, les amputations, les asphyxies, les commotions, les hernies, les intoxications, les dermites, les troubles visuels, les troubles auditifs, les lésions nerveuses, etc ... qui représentent chacune moins de 1,5 % des accidents et bien souvent moins de 0,5 %. Nous les avons donc comptabilisées ensemble en les associant aux lésions de nature non précisée. Nous obtenons ainsi un pourcentage de 7 à 10 %.

L'étude comparée des accidents du travail survenus en agriculture et dans le régime général fait apparaître quelques différences :

- les plaies représentent aussi 25 % des accidents du travail dans le secteur industriel mais elles sont égalées par les contusions qui représentent 27 % des accidents du travail dans le régime général contre 17 à 22 % en agriculture.

REPARTITION EN FONCTION DE LA NATURE DES LESIONS

Nature des lésions	Agriculture France		Agriculture Rhône		Régime Général	
	Nbre AT	%	Nbre AT	%	Nbre AT	%
Fractures - fêlures	4 853	10,40	142	16,77	50 482	4,37
Brûlures	984	2,10	18	2,13	41 204	3,57
Plaies	13 806	29,59	209	24,68	291 917	25,29
Piqûres	2 456	5,26	55	6,49	41 754	3,62
Contusions	10 415	22,32	151	17,83	315 012	27,29
Inflammations	816	1,74	14	1,65	6 721	0,58
Entorses	2 799	6,0	52	6,14	74 146	6,42
Corps étrangers	2 133	4,57	15	1,77	49 852	4,32
Douleur - effort	2 663	5,70	53	6,26	115 239	9,98
Déchirures musculaires	1 213	2,60	11	1,30	25 774	2,23
Éléments multiples	1 159	2,48	33	3,90	64 043	5,55
Divers ou non précisé	3 346	7,17	94	11,10	78 227	6,78
TOTAL	46 643	100	847	100	1154 371	100

Agriculture secteurs 1 et 2 des Caisses de Mutualité Sociale Agricole
accidents du travail avec ou sans arrêt
accidents du travail + accidents de trajet

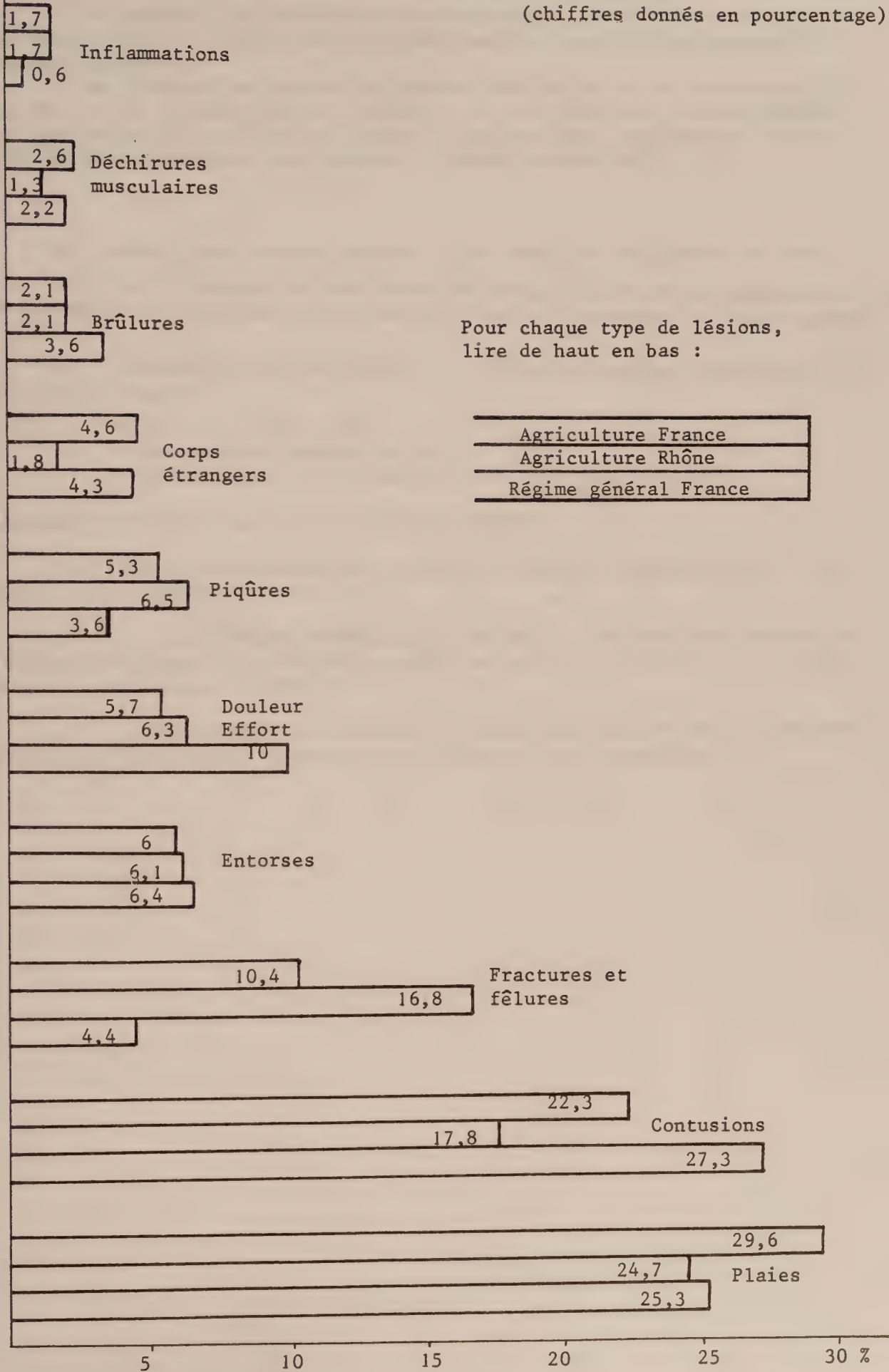
France : 1974

Rhône : 1974 et 1975

Régime Général : accidents du travail avec arrêt
accidents de trajet non compris
1974.

REPARTITION EN FONCTION DE LA NATURE DES LESIONS

(chiffres donnés en pourcentage)



- Par contre, les fractures ne représentent que 5 % des accidents du travail alors qu'elles étaient en troisième position avec un pourcentage de 10 à 15 en agriculture.

- Les lésions par douleur ou effort sont un peu plus fréquentes (10 % au lieu de 7 à 8), de même que les brûlures (3,5 au lieu de 2,1). Les piquûres le sont un peu moins (3,6 au lieu de 5 à 6,5). Les entorses, les corps étrangers, les déchirures musculaires, représentent le même pourcentage.

En résumé, nous pouvons retenir de ce chapitre les points suivants :

1/ - La fréquence des accidents du travail des salariés agricoles et leur taux de gravité sont légèrement supérieurs à ceux de la moyenne du régime général.

2/ - La répartition en fonction de l'élément matériel montre que les trois causes suivantes :

- chutes de plain pied
- chutes avec dénivellation
- objets en cours de manipulation et transport manuel

représentent à elles seules la moitié des accidents.

Les outils et les machines (tracteurs compris) représentent 20 % des accidents et les animaux près de 10 %.

3/ - La répartition en fonction du siège des lésions fait apparaître une atteinte préférentielle des mains, puis des membres inférieurs, du tronc, des pieds et des membres supérieurs.

4/ - La répartition en fonction du siège des lésions met en évidence un pourcentage important d'accidents par plaies et par contusions.

- TROISIEME CHAPITRE -

ETUDE DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN AGRICULTURE

- LES ORGANISMES PARTICIPANT A LA PREVENTION

A - La Mutualité Agricole

Elle comporte deux branches distinctes :

- les Assurances Mutuelles Agricoles
- la Mutualité Sociale Agricole.

1/ - Les Assurances Mutuelles Agricoles

Elles ont essentiellement un rôle d'assureur et interviennent également dans la prévention, plus particulièrement depuis la création, en 1955, du service de prévention rurale.

Nous allons rappeler brièvement leur structure et leur organisation et nous étudierons ensuite les actions de prévention menées par le service de Prévention Rurale.

Les Assurances Mutuelles Agricoles, également dénommées "caisses 1900" sont régies par la loi du 4 juillet 1900. Elles assurent la protection des différents risques professionnels des agriculteurs : protection de leurs biens (assurance incendie, grêle, mortalité du bétail) protection de leur personne (assurance accident, complémentaire médico-chirurgicale, assurance-vie, retraite complémentaire). Elles gèrent, en particulier, le risque accident du travail, l'accident de la vie privée, maladie professionnelle, de la majorité des non-salariés de l'agriculture. (Le risque accident du travail-maladie professionnelle des salariés est pris en charge par la Mutualité Sociale Agricole depuis 1973).

Elles sont structurées sur trois niveaux :

- Les caisses locales représentent le véritable organisme assureur, leur circonscription est le plus souvent communale, quelquefois intercommunale ou cantonale.

- Les caisses départementales ou régionales : ce sont les caisses de réassurance au premier degré des caisses locales ; elles ont également un rôle de propagande et de conseil envers ces dernières. Deux caisses de réassurance existent dans le département du Rhône : la Fédération Départementale de Réassurance des Mutuelles Agricoles du Rhône et la Caisse Régionale de Réassurance Mutuelle Agricole du Sud-Est qui regroupe huit départements. C'est, à notre connaissance, la seule région où existent deux caisses de réassurance.

- La Caisse Centrale de Réassurance des Mutuelles Agricoles : c'est la caisse de réassurance au deuxième degré. Elle joue également un rôle de coordination et d'harmonisation.

La Prévention Rurale mène diverses actions de prévention :

- prévention contre les risques d'incendie ; par exemple : contrôle des installations électriques, organisation de journées de sensibilisation sur l'incendie avec démonstration d'extinction.

- prévention contre les accidents de la route.

Elle fait l'objet d'impression de tracts, d'affiches, d'insertion d'articles dans les journaux locaux et professionnels, de journées d'information.

Des campagnes d'éclairage et de signalisation des véhicules sont organisées régulièrement, avec ou sans le concours de la gendarmerie.

L'opération "*10 de conduite rurale*" mérite de retenir notre attention. Cette opération, lancée en 1974, est patronnée par la prévention rurale, avec le concours de la police nationale - C.R.S. et l'appui de la Régie Renault et de la Société Kléber-Colombes. Elle a pour but d'informer les adolescents des règles de circulation des véhicules agricoles et notamment des tracteurs. Les intéressés reçoivent un enseignement par l'intermédiaire d'un montage photographique et subissent deux épreuves théoriques : une sur le code de la route et une sur les règles techniques concernant l'équipement des tracteurs et des machines agricoles, plus une épreuve pratique de conduite de tracteur sur piste. Une note sur 10 leur est attribuée.

Nous présenterons deux remarques sur cette opération "*10 de conduite rurale*" :

- . elle s'adresse essentiellement aux élèves des établissements d'enseignement agricole. Mais les adolescents ne fréquentant pas d'établissement scolaire peuvent en bénéficier à l'occasion de manifestations agricoles (foire ...)

- . elle concerne essentiellement la conduite sur route.

- Prévention contre les accidents du travail. Deux types d'action sont à considérer :

- . les actions de sensibilisation ou de prévention psychologique ; elles ont pour but de promouvoir l'esprit de sécurité ; elles sont réalisées au moyen d'affiches, de tracts ou de dépliants, sur des thèmes variés : utilisation des produits chimiques, conduite des tracteurs, utilisation des tronçonneuses, sécurité sur les machines agricoles ... Des messages de sécurité sont souvent insérés dans les journaux locaux et professionnels.

Des journées de prévention sont parfois organisées (par exemple une campagne de sensibilisation à l'utilisation des produits chimiques avec distribution de masques est actuellement organisée par la Mutualité Agricole du Sud-Est dans le département de la Loire).

Les concours "*Sécurité Entretien à la Ferme*" (S.E.F.) sensibilisent également leurs participants aux dangers rencontrés dans une ferme et aux règles de sécurité à respecter.

- . les actions de prévention active se traduisent par des réalisations concrètes de sécurité : subventions pour équiper un tracteur d'un cadre ou d'une cabine de sécurité, dotation de matériel de sécurité : catadioptrés pour tracteurs, plaques réfléchissantes pour bicyclettes.

Nous terminerons en parlant de deux autres moyens de prévention utilisés par le service de prévention rurale et englobant l'ensemble des problèmes de sécurité ; ce sont :

- l'aménagement de fermes pilotes de sécurité dans lesquelles une gamme aussi complète que possible des principaux aménagements susceptibles d'améliorer la sécurité, est proposée aux agriculteurs.

- la création de "*zones de sécurité*" : il s'agit d'une opération de sécurité collective qui consiste à concentrer les efforts et les moyens dans un périmètre de l'importance approximative d'un canton et pendant une durée de quelques mois.

Nous présentons quelques observations :

- Un service de Prévention Rurale existe au niveau de chaque caisse départementale ou régionale mais son budget est variable d'une caisse à l'autre et fréquemment peu important : en 1973, sur les 65 caisses, six ne consacraient aucune dépense à la prévention, 22 moins de 0,50 % de leur budget, 14 entre 0,51 à 1 %, la moyenne nationale étant de 1,20 %.

- La Prévention Rurale s'associe aux actions de sécurité menées par d'autres organismes : nous avons vu qu'elle participait avec la gendarmerie aux campagnes d'éclairage et de signalisation des véhicules ; elle s'associe souvent aux campagnes de prévention organisées par la Mutualité Sociale Agricole.

Elle a également participé activement à la semaine communautaire de sécurité organisée par la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) en septembre 1974 et qui a eu pour thème, en France, les accidents dus aux tracteurs et aux machines agricoles.

- La prévention ne peut se faire qu'avec le consentement des intéressés. En aucun cas, un membre du service de Prévention Rurale ne peut pénétrer sur une exploitation pour en vérifier les dispositifs de sécurité sans l'accord du chef d'exploitation. Ce service ne peut pas non plus obliger un exploitant à réaliser des actions préventives.

2/ - La Mutualité Sociale Agricole

Son organisation est prévue au titre II du livre VII du Code rural.

Elle gère la protection sociale des travailleurs agricoles : assurances sociales, assurance vieillesse agricole, prestations familiales. Depuis le 1er juillet 1973 elle gère également le risque accident du travail-maladie professionnelle des salariés. Enfin, elle est responsable de l'organisation des services de médecine du travail en agriculture.

Les liens entre les deux branches de la Mutualité Agricole : Assurances Mutuelles Agricoles et Mutualité Sociale Agricole se traduisent par l'existence d'Unions ou de Fédérations départementales ou pluridépartementales (ces Unions ou Fédérations sont prévues dans l'article 1237 du Code rural, elle ne sont cependant pas obligatoires) et, à l'échelon national, par l'Union des Caisses Centrales de la Mutualité Agricole, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Alors que les Assurances Mutuelles Agricoles participent surtout à la prévention des accidents du travail survenant aux non-salariés, la Mutualité Sociale Agricole s'intéresse essentiellement aux salariés.

La prévention des accidents du travail des salariés agricoles est prévue par :

- le décret n° 73-892 du 11 septembre 1973 (Journal Officiel du 15 septembre 1973).

- la loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976 (J.O. du 7 décembre 1976).

a) Les Caisses Départementales de Mutualité Sociale Agricole :

Elles mettent en oeuvre la politique de prévention définie par leur conseil d'administration, d'après le schéma établi à l'échelon national, elles gèrent les dotations qui leur sont attribuées par le fonds national de prévention, elles établissent les statistiques départementales d'accidents du travail. Leurs actions se concrétisent par :

- des actions d'information, de sensibilisation, qui s'adressent aux salariés mais parfois également aux employeurs : par l'élaboration de tracts, d'affiches, par l'insertion d'articles dans la presse, par l'organisation de réunions d'information.

- l'étude de postes de travail, par exemple : études de postes sur tracteurs, études de postes soumis aux pesticides.

- l'apport d'une aide financière aux exploitants qui embauchent des salariés pour réaliser certains aménagements améliorant la sécurité, par exemple : installation d'un cadre de sécurité sur un tracteur, ou pour mettre en oeuvre, à titre exceptionnel, certaines mesures de protection.

Contrairement aux assurances mutuelles agricoles, elles disposent de moyens légaux pour contrôler et faire réaliser certaines mesures de sécurité.

Elles peuvent faire procéder au contrôle de la prévention par des agents agréés et assermentés (article 1246 du Code rural). Elles peuvent demander l'intervention de l'inspecteur départemental des lois sociales en agriculture.

"Elles communiquent aux services de l'inspection des lois sociales en agriculture, de leur propre initiative ou à la demande de ces derniers, les renseignements dont elles disposent et qui sont relatifs aux risques d'accidents du travail". (article 1244-5 du Code rural, loi du 6 décembre 1976).

Elles peuvent inviter tout employeur à prendre des mesures de prévention et procéder à une injonction.

Elles "peuvent accorder des ristournes sur la cotisation ou imposer des cotisations supplémentaires ... pour tenir compte des mesures de prévention prises par l'employeur ou des risques exceptionnels présentés par l'exploitation ou l'entreprise" (article 1158 du Code rural).

Enfin, elles peuvent imposer certaines mesures de prévention dans leur circonscription.

Elles sont assistées par les comités techniques régionaux. Elles peuvent bénéficier du concours de techniciens conseils mis à leur disposition par la caisse centrale, elles reçoivent renseignements et documentation de l'inspection des lois sociales en agriculture.

b) Les comités techniques régionaux

Ils sont composés paritairement de représentants des employeurs et de représentants des salariés. Participent également aux réunions avec voix consultative :

- le Directeur du Travail, Chef du Service Régional du Travail et de la Protection Sociale Agricole.
- le médecin inspecteur régional de la santé.
- le médecin du travail de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole du chef-lieu de la circonscription régionale.
- un représentant de l'ensemble des Caisses de Mutualité Sociale Agricole de la circonscription.

Ces comités assistent les Caisses de Mutualité Sociale Agricole et veillent à l'harmonisation des actions qu'elles entreprennent. Pour cela, les

comités reçoivent le programme des actions de prévention prévues par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole, le compte-rendu des actions réalisées et le résultat. Ils peuvent suggérer toute mesure qui leur semble opportune en particulier imposer certaines mesures de prévention dans un ou plusieurs départements de leur circonscription. Ils interviennent également dans la décision d'accorder une ristourne ou d'imposer une cotisation supplémentaire à l'employeur, et pour l'apport d'aides financières destinées à la réalisation de mesures de prévention.

c) La Caisse Centrale de Secours Mutuels Agricoles

Elle promeut la mise en oeuvre de la prévention établie par le ministère, coordonne l'action des Caisses de Mutualité Sociale Agricole, établit et exploite les statistiques nationales.

Elle réalise des actions de prévention de caractère national et peut, à cet effet :

- conclure des conventions avec des institutions ou des organismes compétents en matière de sécurité en vue de la réalisation ou de l'étude de mesures de prévention.

- apporter une aide à des exploitations pour réaliser, à titre expérimental, certaines mesures de protection.

Elle rend compte, annuellement, à la commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, des actions de prévention dont elle a été chargée.

Elle est assistée par des Comités Techniques Nationaux.

d) Les Comités Techniques Nationaux (C.T.N.)

Ils sont au nombre de cinq mais seul le C.T.N. n° 1 nous intéresse puisqu'il concerne les secteurs d'activité 1, 2 et 9 des Caisses de Mutualité Sociale Agricole, tels que nous les avons définis dans notre troisième chapitre.

Il est composé paritairement de représentants des employeurs et des salariés. Assistent également aux réunions deux représentants de la direction des affaires sociales du ministère de l'Agriculture et deux représentants de la Caisse Centrale de Secours Mutuels Agricoles.

Il est consulté sur toutes les questions relatives à la mise en oeuvre de la prévention. Il peut suggérer toute mesure qui lui paraît opportune.

B - Le Ministère de l'Agriculture (décret n° 73-892 du 11 septembre 1973).

1/ - Le Ministre

Le Ministre de l'Agriculture définit la politique de prévention, en fixe les objectifs et en contrôle l'exécution.

Il détermine les crédits globaux nécessaires à la réalisation de ces objectifs et approuve le budget de prévention proposé par la Caisse Centrale de Secours Mutuels Agricoles.

Il approuve les conventions passées entre l'organisme gestionnaire et certaines institutions de prévention. Il prend des arrêtés d'extension de certaines mesures de prévention.

2/ - La Commission Nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles.

Elle est constituée par des représentants de différents ministères, des représentants des employeurs et des salariés, des représentants de la Caisse Centrale de Secours Mutuels Agricoles.

Elle assiste le Ministre pour l'ensemble de ses activités.

Elle veille à l'harmonisation des actions de prévention en agriculture avec celles mises en oeuvre par les autres départements ministériels.

Il lui est rendu compte des actions menées ainsi que de la gestion du fonds national de prévention.

3/ - L'Inspection du Travail

Les inspecteurs et contrôleurs du travail sont placés sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture.

Ils veillent à l'application, par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole, de la politique de prévention définie par le Ministre.

Ils contrôlent l'exécution des mesures réglementaires imposées aux employeurs concernant les conditions de travail, les conditions d'hygiène et de sécurité.

Ils peuvent pénétrer sur les lieux et dans les locaux de travail et procéder à tout examen, contrôle ou enquête jugés nécessaires.

Ils peuvent dresser procès-verbal.

C - Le Centre Nationale d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (C.N.E.E.M.A.)

Ce centre est chargé de l'étude, sous tous leurs aspects techniques et économiques, de l'ensemble des problèmes concernant la mécanisation et la motorisation de l'agriculture. Bien qu'il n'ait pas une vocation purement préventive, il joue un rôle considérable dans l'amélioration du machinisme agricole, dans la recherche de solutions ergonomiques et dans l'étude de la sécurité des machines. Il a également un rôle d'information à jouer auprès des agriculteurs et des agents de vulgarisation. Enfin, il est le conseiller du Ministre de l'Agriculture pour le travail agricole mécanisé. Il est, en particulier, chargé du secrétariat de la commission des machines dangereuses utilisées en agriculture.

D - Au niveau international, il faut citer la Communauté Economique Européenne (C.E.E.), le Bureau International du Travail (B.I.T.) et l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.). Ces trois organismes, en édictant des directives et des recommandations de sécurité, incitent les gouvernements à faire appliquer ces mesures dans leurs pays respectifs.

II - LA PREVENTION TECHNIQUE

Son rôle est de réduire le pourcentage et la gravité des accidents.

Notre étude portera sur les aspects évoqués au deuxième chapitre (aménagement des locaux, outils, machines, animaux, produits chimiques).

1/ - Aménagement des locaux

Les accidents par chutes avec dénivellation, les accidents de plain-pied et les accidents par objets en cours de manipulation ou de transport manuel

sont responsables de 40 à 60 % des accidents du travail. Bien évidemment, tous ces accidents ne surviennent pas à l'intérieur des bâtiments mais la fraction s'y rapportant pourra être facilement réduite par des mesures de sécurité élémentaires.

En premier lieu, l'éclairage doit être suffisant, en particulier dans les zones "dangereuses" comme les escaliers et au niveau de tout obstacle pouvant se trouver au sol.

Les installations électriques doivent être conformes aux normes édictées par la législation en vigueur. Nous insistons tout particulièrement sur le danger présenté par les circuits mal isolés qui font courir un risque d'incendie et d'électrocution. Les appareils portatifs et surtout les "lampes baladeuses" doivent toujours être maintenus en parfait état d'isolement et d'entretien. Ces appareils seront obligatoirement alimentés en courant de très basse tension, par l'intermédiaire d'un transformateur, lors de leur utilisation dans des locaux humides. Enfin, il y a lieu de s'assurer que la mise à la terre des appareils est toujours correctement réalisée.

Les locaux seront aménagés en zones fonctionnelles. On laissera un passage suffisant entre les produits stockés, ces passages ne devront pas être obstrués par des obstacles de même que les voies d'accès aux différents bâtiments.

Les échelles seront vérifiées périodiquement et réparées quand cela sera nécessaire. Elles seront posées de manière stable et, de plus, équipées de dispositifs de stabilisation (pointes métalliques, crochets de fixation, sabots anti-dérapants).

On évitera de monter des charges lourdes et encombrantes par une échelle ou un escalier en pente raide : on préférera l'utilisation d'un treuil, ou mieux, d'un transporteur à bande (ou tapis roulant).

Les trappes seront signalées et protégées par des garde-corps.

Les cours et les lieux de passage seront bien entretenus.

L'écoulement des eaux de pluie sera prévu.

2/ - Les outils à mains.

Nous avons vu que 5 à 8 % des accidents du travail étaient dus aux outils.

L'outil utilisé sera adapté au travail à effectuer. On ne l'utilisera pas pour des travaux autres que celui pour lequel il est prévu. Il sera réalisé en matériau de bonne qualité ; il sera entretenu de manière à être en parfait état de service, révisé régulièrement et mis au rebut s'il est défectueux.

Les manches d'instruments tranchants seront pourvus d'une garde de façon à empêcher que la main ne glisse sur le tranchant.

Lors du transport, le tranchant ou la pointe de l'outil sera placé de manière à prévenir le danger, la gaine restant la protection la plus efficace (haches, barres de coupe, scies à mains)

Enfin, ils ne seront pas abandonnés sur les lieux de travail mais rangés soigneusement (par exemple, les fourches et les rateaux ne seront pas abandonnés sur le terrain la pointe en l'air).

3/ - Les machines

La prévention des accidents du travail dus aux machines est certainement un des problèmes les plus importants de la prévention en agriculture.

Nous étudierons successivement les mesures de prévention pouvant s'appliquer à l'ensemble des machines, puis les mesures touchant plus particulièrement les tracteurs, les scies circulaires et les tronçonneuses.

A - Les mesures de prévention s'appliquant à l'ensemble des machines.

a) La législation

La protection des machines dangereuses est prévue par le législateur. Les textes législatifs sont rassemblés dans le Code du Travail au titre III, aux articles L.233-1 à L.233-7 et R.233-2 à R.233-13. Cette législation prévoit en particulier :

- la mise en place d'un dispositif de protection au niveau des pièces mobiles des machines.
- l'interdiction : "d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, de louer, de céder à quelque titre que ce soit, ou d'utiliser :
 - . des appareils, machines ou éléments de machines dangereuses qui ne sont pas montés, disposés ou protégés dans des conditions assurant la sécurité et l'hygiène des travailleurs.
 - . des produits, appareils ou dispositifs de protection contre les dangers de tous ordres auxquels sont soumis les travailleurs et dont l'efficacité n'a pas été reconnue".
- l'interdiction de procéder pendant la marche, à la visite, à la vérification ou à la réparation de transmissions, mécanismes et machines comportant des organes en mouvement.

Le décret n° 62-540 du 27 avril 1962 a été pris en application de cette législation pour ce qui concerne les machines dangereuses ou éléments de machines dangereuses, utilisés en agriculture et leurs dispositifs de sécurité.

Il prévoit la protection des organes mobiles de commande ou de transmission et des pièces accessibles faisant saillie sur les parties en mouvement des machines utilisées à poste fixe.

Des arrêtés ultérieurs pourront soumettre à l'application de l'article L.233-5 les éléments dangereux des machines mobiles et ceux des machines utilisées à poste fixe non visés dans la première partie de ce décret, en particulier les dispositifs de commande, d'accouplement et de transmission de l'énergie mécanique.

Les arrêtés du 2 août et du 19 décembre 1962 fixent une liste de machines agricoles soumises aux prescriptions de cet article.

L'arrêté du 2 juillet 1964 (J.O. du 17 juillet) prévoit l'obligation d'apposer un dispositif de sécurité homologué sur l'arbre de transmission à cardans reliant un outil ou une machine agricole à l'embout d'une prise de force de tracteur.

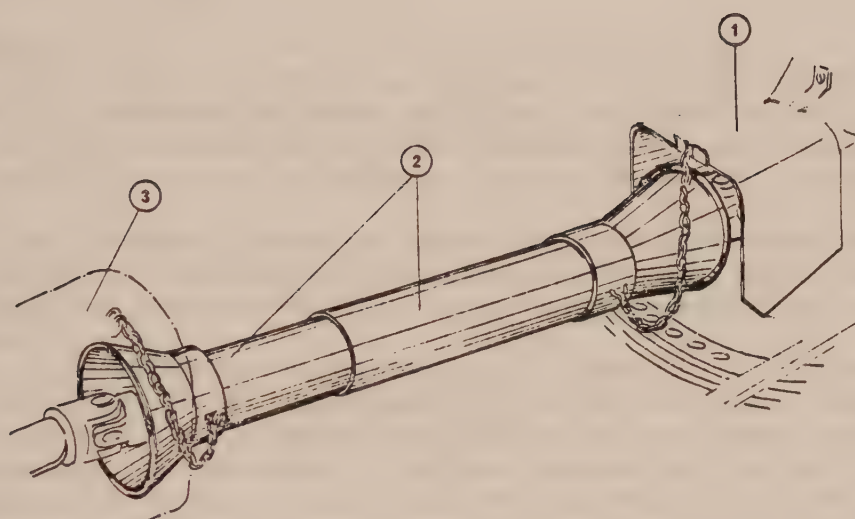
b) Rappel de quelques points particuliers de sécurité

Tout d'abord, les parties mobiles, telles que : arbres de transmission, engrenages, poulies, courroies, etc ... doivent être isolées et cela dès la construction, par des carters de protection. En effet, ces parties mobiles, qui souvent tournent à grande vitesse, peuvent entraîner des blessures graves soit directement soit en happant les vêtements de l'ouvrier.

Toute intervention, entretien, réparation, réglage ou débouillage, doit être systématiquement précédée de l'arrêt de la machine.

Le poste de conduite d'un engin mobile devrait être aménagé de manière ergonomique, en particulier en ce qui concerne les commandes, et offrir une bonne visibilité. La conduite en sera confiée à des sujets expérimentés.

EXEMPLE DE DISPOSITIF DE PROTECTION POUR ARBRE DE PRISE DE FORCE



- 1 - dispositif de protection fixe du côté tracteur.
- 2 - protecteur télescopique fixé au moyen de chaînes pour l'empêcher de tourner en même temps que l'arbre.
- 3 - dispositif de sécurité fixé du côté de l'engin.

(dessin extrait du "Guide pour la sécurité dans les travaux agricoles" édité par le Bureau International du Travail).

On ne doit pas tolérer la présence sur une machine mobile de personnes autres que le conducteur sauf si un emplacement spécial est prévu à cet effet. Lesdits engins ne doivent pas être utilisés pour le transport des personnes.

B - Les tracteurs

Ils représentent certainement le type de machines le plus utilisé en agriculture. L'exploitation qui n'en possède pas est devenue rare.

Les accidents dus aux tracteurs sont relativement fréquents (4 % de l'ensemble des accidents du travail dans notre étude) et de plus sont souvent graves, voire mortels.

La prévention des accidents doit être assurée sur route et dans les champs.

- sur route :

Le tracteur est un véhicule lent ; sa vitesse est limitée à 25 km-h. sur route. Il emprunte les mêmes voies que les véhicules plus rapides (automobiles ...). Son éclairage et sa signalisation ainsi que ceux des remorques ou engins tractés doivent être conformes aux dispositions du décret du 5 février 1969.

Le tracteur possède un système de freinage indépendant pour la roue droite et pour la roue gauche. Sur route, les pédales doivent être couplées. En effet, l'absence d'accouplement peut provoquer la déviation du véhicule et son renversement.

Il y a lieu de s'assurer que le dispositif de freinage d'un ensemble tracteur-remorque chargée est bien efficace et conforme à la législation en vigueur. L'arrêté du 5 février 1969 précise les conditions auxquelles doit répondre le freinage des remorques. En effet, lorsque le tracteur entraîne une remorque chargée ou un engin lourd, la poussée exercée sur le tracteur dans une descente peut entraîner le renversement de ce dernier si le freinage n'est pas adapté au tonnage de l'ensemble en circulation. Cette cause d'accident est malheureusement fréquente.

- dans les champs :

Les trois-quarts des accidents mortels de tracteurs sont imputables au renversement ou au cabrage qui sont responsables d'un mort par jour en France. Ce type d'accident n'est pas l'apanage des terrains de montagne ; ils surviennent de manière préférentielle sur un terrain en pente, sur un sol meuble ou inégal, au bord des fossés ou des tranchées.

Ces accidents pourront être évités :

- si le tracteur a un centre de gravité suffisamment bas. Nous notons qu'un attelage fixé trop haut surcharge l'essieu arrière et amorce le cabrage.
- si on prend la précaution de mettre des masses alourdissantes à l'avant.

De plus, certaines règles de conduite doivent être respectées par le tractoriste (passer à distance des fossés et des talus, rétrograder avant une descente, remonter la pente en marche arrière lors des demi-tours sur les terrains en pente ...).

Enfin, même si l'accident survient, le conducteur sera protégé si le tracteur est doté d'un arceau ou d'une cabine de sécurité. Cet arceau ou cette cabine de sécurité ont, d'ailleurs, été rendus obligatoires par arrêté du 10 juin 1975 sur tous les tracteurs vendus à partir du 1er janvier 1976.

Cette protection reste cependant inefficace si le tractoriste a été éjecté au cours de l'accident. Pour pallier ce risque, il paraît nécessaire de prévoir le port d'une ceinture de sécurité.

Sur route comme dans les champs, la conduite du tracteur sera confiée à une personne compétente. Sans aller jusqu'à l'institution d'un permis de

conduire spécial, il serait nécessaire que les tractoristes connaissent et appliquent les règles élémentaires de sécurité relatives à la conduite de ces engins ainsi que les dispositions du Code de la route. En effet, la conduite des tracteurs est autorisée dès l'âge de 16 ans, âge auquel les jeunes n'ont pas encore leur permis de conduire.

Enfin, la sécurité doit porter également sur une partie bien précise du tracteur qui est la prise force. Celle-ci, tournant à grande vitesse, peut happer les vêtements de l'ouvrier et être à l'origine de blessures graves. Elle doit donc être protégée par un capot. Cette protection est d'ailleurs prévue par l'arrêté du 2 juillet 1964.

C - Les Scies circulaires

Celles-ci sont utilisées dans presque toutes les exploitations.

Les dangers qu'elles présentent sont de deux sortes : contact entre la lame et l'utilisateur et rejet des pièces de bois.

Ces accidents peuvent être diminués :

- si la partie de la scie située au-dessous de la table est munie d'un carter de protection. Cette protection ne doit pas gêner l'évacuation des sciures.

- si la partie de la scie située au-dessus de la table est également protégée par un dispositif permettant de ne dégager que la partie de la lame nécessaire au sciage. Il pourra être relevé sans peine et en toute sécurité.

- si un couteau diviseur approprié est placé à l'arrière de la scie et dans le même plan pour éviter le rejet du bois.

- si on utilise un poussoir pour faire avancer la pièce à scier.

De plus :

- l'interrupteur doit être situé à l'emplacement du travail.

- il faut veiller à ce que les abords de la scie soient dégagés et que cette dernière soit implantée de manière telle que dans la zone possible du rejet il n'y ait aucun stationnement ni aucun passage de personnes.

Les dispositions de sécurité relatives aux scies circulaires sont précisées dans les décisions du 11 mai 1953, du 21 janvier 1954, du 16 février 1957 et du 2 mai 1969.

D - Les Tronçonneuses

Les tronçonneuses ou scies portatives à chaîne sont l'objet d'une utilisation croissante. Pas ou peu connues en dehors des forestiers il y a une vingtaine d'années, elles pénètrent aujourd'hui dans de nombreuses petites exploitations. Nous avons vu que leur utilisation n'était pas sans danger.

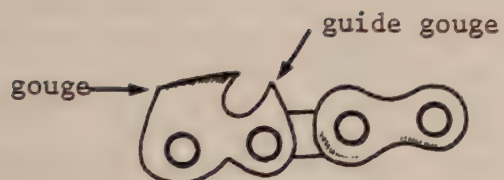
Notre législation ne réglemente pas encore la fabrication, la vente et l'emploi de tels engins. Il est à noter, cependant, que le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale de Secours Mutuels Agricoles a demandé récemment au Ministère de l'Agriculture de prendre des mesures dans ce sens.

Une tronçonneuse devrait être équipée des dispositifs de sécurité suivants :

- un étui protecteur de chaîne destiné à éviter les blessures lors du transport.

- un protecteur de main gauche, assurant la protection de cette dernière contre les projections éventuelles de branches ou d'éclats de bois ou contre les atteintes par un morceau de la chaîne en cas de rupture de celle-ci.

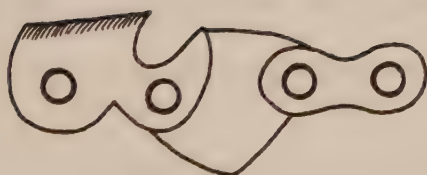
CHAINES DE SECURITE SUR TRONCONNEUSE



A - Chaîne traditionnelle avec son guide gouge en dent



B - Chaîne de sécurité aspect ascendant et progressif du guide gouge



C - Chaîne de sécurité d'un autre modèle

- un protecteur de main droite assurant également la protection en cas de rupture de la chaîne.

- une chaîne de sécurité anti-rebond. Le phénomène de rebond est à l'origine de nombreux accidents : il a lieu lors de l'attaque du bois. Le bois bute contre le guide gouge quand celui-ci est en forme de dent, et la tronçonneuse fait un rebond le plus souvent en arrière ou plus ou moins latéralement. Un guide gouge présentant un plan très incliné permet d'éviter ce type d'accident. (voir schéma).

- un frein de chaîne : celui-ci a également pour but de prévenir les accidents dus au rebond. Le principe en est le suivant : une poignée située en avant du guidon va, en cas de ressaut arrière, buter contre le dos du poignet de l'utilisateur et entraîner un blocage immédiat de la chaîne. Ce dispositif, bien que très utile, n'agit cependant qu'en cas de ressaut arrière.

- une double gâchette de sécurité sur laquelle il est nécessaire d'appuyer pour pouvoir débloquer la gâchette d'accélération.

Enfin, mais nous dépassons ici le cadre des accidents du travail, une tronçonneuse devrait être équipée de dispositifs anti-vibratoires, et d'un pot d'échappement muni d'un silencieux.

Les utilisateurs devraient être munis :

- d'un casque avec visière protégeant contre les projections,
- de chaussures de sécurité,
- de gants,

- d'un vêtement renforcé au niveau de la région antéro-latérale de la cuisse, du genou et de la jambe, et au niveau des épaules, siège d'élection des blessures.

S'ils tronçonnent pendant un temps relativement long, ils devraient se munir de protecteurs d'oreilles.

4/ - Les produits chimiques

A - La législation

Trois préoccupations principales apparaissent dans la législation : protection des utilisateurs de produits chimiques, protection des consommateurs de biens alimentaires, et protection de la faune et de la flore.

La protection des utilisateurs, seule concernée par notre étude, est assurée par des mesures réglementant la fabrication, la vente, et à un moindre degré, l'utilisation des "produits anti-parasitaires à usage agricole". Cette expression englobe tous les produits phytosanitaires : herbicides, fongicides, insecticides. Elle n'englobe ni les engrais ni les amendements.

La protection des consommateurs est assurée par les mesures réglementant l'utilisation de ces produits et par les décrets du 13 août 1965, du 6 juin 1969, l'arrêté du 6 août 1971, la circulaire du 2 juin 1972, qui interdisent l'utilisation de certaines substances chimiques destinées à être administrées à un animal dont la chair ou les produits seront consommés par l'homme.

Enfin, des mesures particulières sont prises pour la protection des abeilles.

a) Fabrication des produits anti-parasitaires à usage agricole

1/ Règles s'appliquant à tous les produits anti-parasitaires.

Elles sont précisées dans :

- la loi du 2 novembre 1943, validée par l'ordonnance du 2 avril 1945 et modifiée par :

- la loi du 22 décembre 1972 et le décret du 1er août 1974.

Cette législation institue un système d'homologation des produits anti-parasitaires à usage agricole. L'homologation n'est accordée qu'aux produits dont l'efficacité est reconnue, et dont la toxicité est nulle ou tout au moins modérée. La décision est prise par le Ministre de l'Agriculture, après consultation de différentes commissions. L'homologation peut être accordée à titre provisoire ; elle peut également être retirée.

2/ - Règles s'appliquant aux produits contenant des substances vénéneuses visées aux tableaux A et C du décret du 26 novembre 1956 du code de la Santé publique.

Leurs concentrations peuvent être fixées par arrêtés (articles R 5157 et R 5167).

Les substances inscrites au tableau A doivent être mélangées à des matières odorantes ou colorantes inhabituelles lorsqu'il s'agit de produits alimentaires.

b) Vente des produits anti-parasitaires à usage agricole

1/ - Règles s'appliquant à tous les produits anti-parasitaires.

- Seuls les produits homologués peuvent être commercialisés.

- Les emballages et étiquettes doivent répondre aux prescriptions prévues par le décret du 11 mai 1937, la loi du 2 novembre 1943 et la loi du 22 décembre 1972. Ils doivent mentionner, en particulier :

- . les doses et mode d'emploi tels qu'ils figurent au registre d'homologation.
- . les précautions à prendre par les utilisateurs.
- . les contre-indications apparues au cours des essais et énoncées au registre d'homologation.

2/ - Règles s'appliquant aux produits contenant des substances vénéneuses :

- les substances inscrites au tableau A (produits toxiques) ne peuvent être commercialisées pour un usage agricole que si un arrêté du Ministre de l'Agriculture en autorise la vente (article R 5119).

- le vendeur doit être habilité à commercialiser ces produits (article R 5151).

- les dispositions concernant le conditionnement et l'étiquetage sont rigoureuses :

. Une étiquette de couleur rouge orangée portant le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur et le numéro d'ordre de la vente, doit être apposée sur les récipients contenant une substance inscrite au tableau A, ainsi qu'une bande de même couleur portant l'inscription "POISON" (articles R 5153 et suivants).

. Une étiquette de couleur verte portant le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur, doit être apposée sur les récipients contenant une substance inscrite au tableau C, ainsi qu'une bande de même couleur portant l'inscription "DANGEREUX" (article R 5167 et suivants).

c) Utilisation des produits anti-parasitaires à usage agricole

Deux organismes interviennent dans l'utilisation de ces produits. Ce sont :

- les stations d'avertissements agricoles, dépendant du Service de Protection des Végétaux, qui est lui-même un service spécialisé du Ministère de l'Agriculture. Elles signalent aux exploitants l'époque la plus favorable à l'application d'un traitement et limitent les interventions à ces seules époques. Elles donnent des indications relatives aux produits et aux doses à utiliser.

- les groupements de défense contre les ennemis des cultures (Code Rural, articles 343 à 347). Ils diffusent les indications fournies par les stations d'avertissements, ils généralisent et synchronisent les traitements préventifs et curatifs et exécutent certains traitements.

1/ - *Règles s'appliquant à tous les produits anti-parasitaires :*

Elles sont prévues dans les arrêtés du 1er juin 1971 et du 25 février 1975. Ceux-ci précisent différents points :

- toutes les précautions doivent être prises par l'utilisateur pour éviter l'entraînement des produits vers les lieux d'habitation, les points d'eau, les cultures qui ne doivent pas être traitées par le produit utilisé, les parcs d'élevage, les parcs naturels, les ruches.

- les entreprises de traitement aérien doivent obéir à certaines règles.

- les emballages vident doivent être rendus inutilisables puis détruits par incinération ou enterrés. Les reliquats de poudre doivent être enfouis et les reliquats de spécialités liquides et de bouillies ainsi que les eaux résiduelles doivent être versés dans des trous creusés à une profondeur d'environ 30 centimètres puis recouverts de terre. Aucune de ces opérations ne doit être exécutée à moins de 50 mètres d'une source, d'un puits, de tout cours d'eau ou amas d'eau. Le versement dans les égouts est interdit.

- Enfin, des mesures sont prises pour la protection des abeilles et des insectes pollinisateurs.

2/ - *Règles s'appliquant aux produits contenant des substances vénéneuses.*

L'emploi de ces substances est interdit dans toutes les cultures et récoltes pour lesquelles leur emploi n'a pas été autorisé par arrêté du Ministre de l'Agriculture (article R 5158 du Code de la Santé Publique). Les règles d'utilisation sont strictes. Des arrêtés réglementent ainsi l'utilisation des produits contenant du D.D.T., de l'arsenic, de la chloralose, du thallium, de la nicotine ...

Nous présenterons quelques remarques sur cette législation. Elle est complexe, ses prescriptions ne sont pas toujours connues, et à fortiori, respectées. Le contrôle de son application est pratiquement nul. D'autre part, il est nécessaire que les utilisateurs connaissent et appliquent les règles élémentaires d'hygiène et de sécurité.

B - Les règles élémentaires d'hygiène et de sécurité à respecter lors de la manipulation de produits chimiques.

Ces produits seront transportés dans des récipients hermétiquement clos, particulièrement résistants, et étiquetés sans équivoque. Ils ne seront pas transportés en contact avec des denrées alimentaires.

Ils seront stockés dans leur emballage d'origine ou dans un récipient muni d'une étiquette indiquant clairement son contenu. En aucun cas, ce récipient ne sera un emballage alimentaire, de manière à éviter toute méprise.

Ils seront stockés hors de portée des enfants et indépendamment de toute réserve alimentaire, dans un local fermant à clé, aéré, et régulièrement nettoyé. Il sera interdit de manger, de boire, et de fumer sur les lieux de stockage.

Ces substances doivent être manipulées par des personnes compétentes, possédant un minimum de notions sur leurs dangers potentiels, et appliquant les mesures de prévention élémentaires.

Au cours de la manipulation et de l'utilisation, l'agriculteur ne devrait pas être seul ; il ne doit ni manger ni fumer sur les lieux de travail. Il doit épandre ces produits pendant quelques heures seulement, en évitant de travailler pendant les heures chaudes de la journée, et les jours de vent.

Lors de l'épandage de produits particulièrement dangereux (par exemple, les organo-phosphorés) il devrait être protégé par un vêtement approprié, imperméable aux liquides et aux poudres, fermé hermétiquement au cou, aux poignets et aux chevilles, accompagné de gants, et avoir la tête couverte par une coiffe imperméable. En pratique, il est très difficile d'obtenir le port d'un tel vêtement. Il faut cependant insister pour que le travailleur soit vêtu d'une tenue réservée à cet usage, quittée dès la fin du travail et lavée fréquemment. Le port d'un masque dont les cartouches seront adaptées aux produits utilisés, est également fortement conseillé, de même que le port de lunettes.

Enfin, un matériel agricole spécial sera réservé à l'épandage de ces produits. Ces appareils seront vidés et nettoyés sur les lieux même du travail.

Les emballages vides seront détruits. Les emballages incombustibles (métal) seront enterrés, et les autres seront brûlés (mais n'oublions pas que certains organo-chlorés dégagent, en brûlant, de la dioxine, gaz qui est à l'origine de l'intoxication ayant eu lieu à Seveso pendant l'été 1976. Il est donc nécessaire de nettoyer soigneusement ces emballages avant de les brûler). En aucun cas, un emballage vide ne sera réutilisé pour stocker ou transporter des produits alimentaires.

S'il reste du produit, celui-ci sera stocké dans son emballage d'origine ou dans un récipient clos et étiqueté.

Dès la fin du travail, le sujet changera de vêtement, se lavera soigneusement les mains et le visage, ou mieux, prendra une douche. Les vêtements seront rangés dans un endroit spécial et lavés à grande eau.

5/ - Les animaux

Les statistiques nous ont montré que 7 à 10 % des accidents du travail étaient dus à des animaux. Une partie de ces accidents pourrait être évitée par le respect de quelques règles de bon sens et de prudence élémentaire. En effet, la plupart des animaux ne sont pas méchants par nature. Mais ils peuvent le devenir si on les maltraite. De même, ils peuvent avoir des réactions dangereuses et imprévisibles si on les agace ou si on les dérange. C'est pourquoi, il faut toujours signaler son approche à un animal, en lui parlant par exemple.

Si les animaux sont gardés sous abri, celui-ci sera aménagé de façon rationnelle, l'espace sera suffisant, en particulier il existera un couloir de service et de distribution d'aliments, de dimensions convenables. (La majorité des étables sont conçues avec une allée centrale telle que le travailleur est exposée aux coups de pieds des animaux situés de chaque côté). On s'efforcera d'éviter tout contact inutile entre l'homme et l'animal. Notons que les salles de traite

modernes et les systèmes de stabulation libres répondent à ces normes.

Il faut veiller à ne pas irriter les femelles lorsqu'elles sont en chaleur et lorsqu'elles allaitent et il faut traiter leurs petits avec des précautions particulières.

Il paraît nécessaire et simple d'attacher la queue des vaches pendant la traite.

Seul un personnel compétent s'occupera des reproducteurs ; quelques précautions élémentaires telles que l'écornage avant que la bête ne soit adulte et la mise en place d'un anneau nasal, permettraient de réduire les accidents. Les clôtures des parcs où stationnent ces animaux doivent être établies et maintenues en un état tel qu'ils ne puissent s'échapper.

III - LA PREVENTION PSYCHOLOGIQUE

Elle a pour but de développer l'esprit de sécurité, de faire prendre conscience des gestes et des situations dangereuses et de faire connaître les méthodes de travail les plus économiques en accident.

La prévention psychologique est certainement un des modes de prévention les plus efficaces en agriculture. En effet, l'agriculteur travaille le plus souvent seul ou avec l'aide des membres de sa famille, quelquefois avec l'aide d'ouvriers agricoles. Il est isolé, il est son propre maître, aucun conseiller technique n'est là, sauf de manière exceptionnelle pour l'aider à organiser son travail de la façon la plus rationnelle et la moins dangereuse possible. Il faut donc développer chez lui au maximum l'esprit de sécurité.

Cette formation doit s'adresser aux jeunes qui apprennent le métier et aux adultes déjà installés.

- au niveau des jeunes :

Ces derniers sont certainement beaucoup plus réceptifs que leurs aînés.

La sécurité commence à être enseignée dans les collèges et lycées agricoles, mais cet enseignement est encore trop peu important et parfois même négligé. Cette étude devrait comprendre des cours théoriques et des exercices pratiques (par exemple, notions élémentaires sur les dangers des produits chimiques, règles de conduite des tracteurs, manière de tenir un outil ...).

- au niveau des adultes :

Ceux-ci ont bien souvent appris leur métier "sur le tas" et les règles de sécurité à leurs propres dépens. Les moyens pour développer leur esprit de sécurité sont nombreux : campagnes d'affiches, distribution de brochures, organisation de conférences et de journées de stage, pendant la saison creuse de préférence. Ces moyens sont utilisés par la Mutualité Sociale Agricole et le Service de Prévention Rurale. Il serait intéressant d'associer les syndicats agricoles à cette action de prévention, en particulier la Fédération Nationale des Syndicats des Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.), le Centre National des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) et le Mouvement de Défense des Exploitations Familiales (M.O.D.E.F.).

La presse locale et professionnelle édite parfois des articles sur la sécurité, cette action est certainement à encourager, de même que la participation de la radio et de la télévision.

Pour terminer ce chapitre nous insisterons sur la nécessité de faire porter notre action sur les chefs d'exploitation et les membres de leur famille, et sur les salariés.

Les chefs d'exploitation ont certainement une responsabilité importante

Pour une agriculture européenne sans accidents du travail.

Pour régler, nettoyer, débourrer ou graisser vos machines, arrêtez les pièces travaillantes en débrayant la prise de force, ou mieux, en arrêtant votre moteur.

N'intervenez jamais sur une machine en mouvement.

Blessé aux champs, vous pourriez attendre les secours pendant des heures...



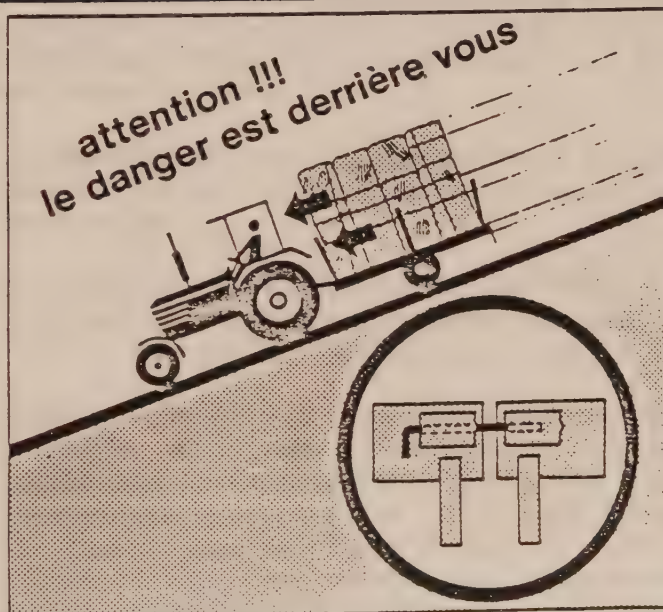
Pour une agriculture européenne sans accidents du travail.

En descente, les freins sont des dispositifs importants pour votre sécurité.

Le freinage des remorques est obligatoire au-delà de 1 tonne et demie de poids total autorisé en charge. Il doit être assisté au-delà de 6 tonnes.

Pour éviter les renversements, fréquents avec les remorques lourdement chargées, n'oubliez pas de coupler vos pédales de freins.

Pour vous et pour les autres, un bon freinage est une sécurité primordiale.



Exemples d'illustrations diffusées par la Prévention Rurale dans le but de développer l'esprit de sécurité en milieu agricole.

dans l'organisation de la sécurité à la ferme. Ils sont responsables de l'organisation du travail, ils supportent les frais de la remise en état d'un matériel usagé ou de l'achat d'un matériel ayant des dispositifs de sécurité. Ce sont donc les premières personnes sur lesquelles doivent porter nos efforts.

Cependant, les salariés ont une certaine indépendance dans leur travail et il est important de développer chez eux aussi l'esprit de sécurité.

IV - LA PREVENTION MEDICALE

La médecine du travail a été rendue obligatoire en agriculture par la loi n° 66-958 du 26 décembre 1966, codifiée aux articles 1000-1 à 1000-5 du Code Rural.

Le décret du 8 juillet 1968 l'a rendue progressivement obligatoire dans les différents départements. Depuis le 1er janvier 1970 tous les départements doivent être pourvus d'un service de médecine du travail en agriculture.

L'organisation en a été confiée aux caisses de Mutualité Sociale Agricole. Celles-ci "pourront soit instituer en leur sein une section de médecine du travail soit créer une association spécialisée" (article 1000-2 du Code Rural). Cependant, l'organisation d'un service autonome est possible dans les grandes entreprises.

Cette médecine du travail s'adresse aux salariés et aux apprentis.

Nous insistons sur le fait qu'elle ne s'adresse pas aux exploitants et aux membres non salariés de leur famille. Ceux-ci peuvent demander à subir les examens de médecine du travail mais la pratique montre qu'ils ne le font pas. Elle ne s'adresse donc qu'à une certaine catégorie de travailleurs de l'agriculture : les salariés qui ne représentent qu'un pourcentage restreint. Mais elle concerne également les autres catégories de salariés visés à l'article 1144 du Code Rural (salariés des haras, des piscicultures, des exploitations forestières, des artisans ruraux, des entreprises de battage et de travaux agricoles, des différents organismes agricoles).

L'organisation de la médecine du travail agricole est calquée sur celle de l'industrie. Le médecin du travail partage son temps entre les visites médicales et les visites "d'entreprises".

Les visites médicales comprennent théoriquement les visites d'embauche, les visites périodiques, les visites de reprise après arrêt de travail et les visites spontanées. En fait, seules les visites périodiques sont effectuées de façon systématique.

La première visite médicale revêt une importance particulière : c'est en effet au cours de cette visite que sera jugée l'aptitude de l'ouvrier. Cette aptitude est d'ailleurs très difficile à déterminer, cela à cause de la variété des travaux. Il est quasi impossible de prononcer une inaptitude totale. Le salarié agricole est souvent le fruit d'une sélection à rebours ; le déclarer inapte risque de le priver de tout travail. Par contre, une inaptitude partielle pourra être prononcée : par exemple inaptitude à la conduite d'un tracteur ou inaptitude à l'emploi de certains produits chimiques. Mais il faut être, là aussi, très prudent et ne pas exposer le salarié à la perte de son emploi.

Les visites suivantes vérifieront que l'aptitude n'a pas été modifiée, elles pourront laisser une plus large part au dialogue sur les conditions de travail, dialogue permettant souvent de donner des conseils de sécurité.

Les visites "d'entreprises" sont plus difficiles à réaliser. Le médecin ne peut pas visiter toutes les exploitations. Il visitera, bien sûr, les exploitations et les domaines employant de nombreux ouvriers. Quant aux petites

exploitations, peut-être devra-t-il choisir celles où un accident grave est survenu. Rappelons que le médecin du travail surveille d'autres salariés que ceux des exploitations agricoles et il passera certainement plus de temps à visiter une coopérative agricole par exemple, qu'une exploitation. Cependant, c'est au cours de ces visites que le médecin se rendra le mieux compte des conditions de travail et qu'il pourra donner des conseils appropriés de sécurité.

Cette médecine du travail concerne, nous l'avons vu, les salariés et non les exploitants. Nous regrettons que ceux-ci ne puissent en bénéficier. Tout autant que les salariés ils ont le droit de savoir si leur travail ne risque pas de nuire à leur état de santé. Ce conseil médical devrait avoir lieu dès le début de l'apprentissage. En effet, quand un jeune a investi déjà temps et argent dans une exploitation, il est alors trop tard pour lui conseiller de s'orienter vers un autre travail. Mais ce conseil doit également être donné périodiquement. En effet, la santé de l'individu se modifie avec les années et il peut devenir inapte à certains travaux. Un conseil médical périodique peut l'inciter à orienter différemment ses activités agricoles.

- QUATRIEME CHAPITRE -

ETUDE DE LA REPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DES TRAVAILLEURS AGRICOLES

Le régime de réparation des accidents du travail des exploitants et de leur famille est différent de celui des salariés agricoles. Pour ces derniers, le régime de réparation est calqué sur celui des travailleurs du commerce et de l'industrie ; pour les non salariés de l'agriculture, il présente ses propres modalités.

I - LE REGIME DES NON SALARIES

1/ - Rappel de la législation

L'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles a été rendue obligatoire pour les non salariés de l'agriculture par la loi du 22 décembre 1966. Une assurance complémentaire facultative est prévue par la loi du 25 octobre 1972.

La loi n° 66-950 du 22 décembre 1966 institue une obligation d'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles pour les personnes non salariées de l'agriculture. Elle est codifiée aux articles 1234-1 à 1234-18 et 1252-1 du Code Rural. Ce dernier article concerne les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Elle a été complétée par :

- le décret n° 69-119 du 1er février 1969 (J.O. du 5 février) fixant les règles de fonctionnement de l'assurance obligatoire.

- le décret n° 69-120 du 1er février 1969 (J.O. du 5 février) fixant les modalités d'application de l'article 1234-3 relatif aux prestations et de l'article 1234-15 relatif à la coordination entre l'assureur accident et l'assureur maladie.

- le décret n° 69-656 du 13 juin 1969 (J.O. du 20 juin) relatif aux modalités d'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

- le décret n° 69-121 du 1er février 1969 (J.O. du 5 février) et l'arrêté du 14 novembre 1969 (J.O. du 7 décembre) fixant respectivement les sanctions de police en cas d'inobservation des articles 1234-2 et 1244-2 et fixant la composition nominative des membres du bureau central de tarification.

Cette loi est entrée en vigueur à dater du 1er septembre 1969.

La loi n° 72-965 du 15 octobre 1972 institue une assurance complémentaire facultative contre les accidents du travail, les accidents de la vie privée et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture. Elle est codifiée aux articles 1234-19 à 1234-29 du Code Rural.

2/ - Les personnes soumises à l'obligation d'assurance (article 1234-1).

Ce sont :

- les chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles.
- leurs conjoints "à charge" même s'ils ne participent pas à la mise en valeur de l'exploitation.
- les enfants de moins de 16 ans lorsqu'ils participent à la mise en valeur de l'exploitation.
- les anciens exploitants et leurs conjoints titulaires de la retraite de vieillesse ainsi que les titulaires de la retraite de base, lorsqu'ils participent à la mise en valeur de l'exploitation.
- les aides familiaux. "Par aides familiaux, on entend les ascendants, descendants, frères, soeurs et alliés au même degré du chef d'exploitation ou d'entreprise ou de son conjoint, âgés de plus de seize ans, vivant sur l'exploitation et participant à sa mise en valeur comme non salariés" (définition donnée à l'article 1106-1 du Code Rural).
- les membres non salariés de toute société quelles qu'en soient la forme et la dénomination, lorsque ces membres consacrent leur activité, pour le compte de la société, à une exploitation ou entreprise agricole, lesdites sociétés étant assimilées aux chefs d'exploitations ou d'entreprises.

Les Chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles sont tenus de souscrire et de maintenir en vigueur cette assurance (article 1234-2).

3/ - Les risques couverts

Ce sont les accidents du travail mais aussi les accidents de la vie privée et les maladies professionnelles.

Nous pouvons nous demander pourquoi les accidents de la vie privée sont pris en charge au même titre que les accidents du travail. La raison en est simple : nous avons vu dans le premier chapitre qu'il est difficile en agriculture de différencier l'accident du travail de l'accident de la vie privée. Des prises en charge différentes pour ces deux risques entraîneraient des contestations sans fin.

4/ - Les prestations

Le versement des prestations est prévu par la loi du 22 décembre 1966 et celle du 25 octobre 1972, la première garantissant un minimum légal obligatoire, la seconde instituant une assurance complémentaire facultative.

a) La loi du 22 décembre 1966 (Art. 1234-3) et le décret d'application n° 69-120 du 1er février 1969, prévoient :

- le remboursement des frais médicaux et para-médicaux. Ce remboursement est intégral, il n'y a pas de ticket modérateur. Mais le système du tiers payant n'est pas obligatoire. Il n'est cependant pas interdit et il est largement pratiqué pour les assurances mutuelles agricoles.

Le choix du praticien est libre mais le remboursement se fait comme si le sujet s'était adressé au praticien compétent le plus proche.

Notons bien que le versement d'indemnité journalière n'est pas prévu par la loi du 22 décembre 1966.

- le paiement de pension d'invalidité dans le cas où l'assuré est reconnu totalement inapte à l'exercice de la profession agricole ou, pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise, en cas d'invalidité réduisant au moins des deux-tiers leur capacité de travail ("à condition qu'ils n'aient exercé cette profession au cours des cinq dernières années qu'avec le concours de leur conjoint et d'un seul salarié ou d'un seul aide familial") et, dans les deux cas, à condition que l'inaptitude soit imputable pour moitié au moins à l'accident ou à la maladie professionnelle (article 1234-3 du Code Rural, modifié par la loi n° 75-1242 du 27 décembre 1975).

Cette pension d'invalidité peut être cumulée avec les avantages de vieillesse agricole et une rente pour accident de travail. Elle est viagère mais elle peut être suspendue si l'incapacité disparaît.

Nous constatons que ce système de pension d'invalidité est totalement différent de celui existant dans le régime général d'indemnisation des accidents du travail. Il n'y a pas de versement de rente d'incapacité permanente partielle. Seule l'inaptitude totale à l'exercice de la profession agricole est prise en charge (ou l'inaptitude réduisant au moins des deux-tiers la capacité de travail, pour les exploitants et dans certains cas).

Cette expression d'inaptitude totale à l'exercice de la profession agricole n'est pas synonyme d'incapacité permanente totale. Une incapacité permanente même partielle peut entraîner une inaptitude totale à l'exercice de la profession agricole. C'est le cas, par exemple, d'un agriculteur possédant une petite exploitation sur laquelle il assure la totalité des travaux. Une incapacité même partielle peut ne pas lui permettre de continuer à exercer sa profession. Inversement, et à la limite, on peut concevoir qu'un exploitant atteint d'une incapacité permanente de 100 % puisse ne pas être considéré comme inapte, si, à la tête d'une grosse exploitation, il continue de pouvoir en exercer la direction et la gestion.

D'autre part, une inaptitude à l'exercice de la profession agricole ne veut pas dire inaptitude à toute autre profession.

b) La loi du 25 octobre 1972 instaure une assurance complémentaire facultative qui peut porter sur tout ou une partie des prestations prévues au titre III du Livre IV du Code de la Sécurité Sociale (indemnités journalières, frais funéraires, rentes en cas de décès ou d'incapacité permanente). Le décret n° 73-779 du 24 juillet 1973 en fixe les modalités d'application.

Pourquoi ce double système d'assurance ? Il a pour but, en limitant les risques couverts par l'assurance obligatoire aux risques les plus immédiats et les plus graves (remboursement des frais médicaux et para-médicaux et versement d'une pension en cas d'inaptitude totale) d'éviter que les cotisations ne soient trop lourdes. L'assurance complémentaire permet à ceux qui le désirent d'avoir une assurance équivalente à celle des autres travailleurs.

5/ Les litiges

Ils sont toujours du ressort des tribunaux de droit commun (articles 1234-17 et 1234-25 du Code Rural).

6/ - L'organisme assureur (articles 1234-8 et 1234-20 du Code Rural)

L'assuré a le libre choix entre :

- les Assurances Mutuelles Agricoles
- les autres sociétés mutualistes
- les compagnies d'assurances privées agréées par le Ministère.

Les caisses de Mutualité Sociale Agricole sont habilitées à prendre en charge l'assurance obligatoire. Mais elles ne peuvent proposer un contrat d'assurance complémentaire.

En pratique, les exploitants dans leur majorité, sont assurés auprès des Assurances Mutuelles Agricoles.

7/ - Coordination entre l'assureur maladie et l'assureur accident

Cette coordination est prévue par l'article 1234-14 du Code Rural et le décret n° 69-120 du 1er février 1969.

"S'il y a pluralité d'assureurs, l'assureur accident ou l'assureur maladie, à qui s'adresse l'assuré suivant la présomption établie par le médecin traitant, est tenu de servir la totalité des prestations tant que n'est pas intervenu un accord amiable entre assureurs ou une décision judiciaire définitive en sens contraire".

II - LE REGIME DES SALARIES

Le système de réparation des accidents du travail survenus aux salariés agricoles a été profondément modifié par la loi du 25 octobre 1972 applicable au 1er juillet 1973.

Nous étudierons brièvement les modalités de réparation antérieures à cette date, pour insister ensuite sur les modalités de réparation actuelles.

A - Les accidents du travail survenus avant le 1er juillet 1973

Les modalités de déclaration étaient les suivantes :

L'employeur était tenu de déclarer au Maire de la Commune, tout accident ayant occasionné une incapacité de travail. Ce dernier informait l'Inspecteur Départemental des lois sociales en agriculture ainsi que le juge d'instance qui devait procéder à une enquête en cas de mort ou d'incapacité permanente totale ou partielle.

La réparation était à la charge de l'employeur mais la couverture de ce risque ne faisait pas, légalement, l'objet d'une assurance obligatoire.

La réparation prévoyait :

- des prestations en nature : remboursement des frais médicaux et para-médicaux.

- des prestations en espèces : indemnités journalières qui étaient dues à partir du cinquième jour après celui de l'accident si l'arrêt était inférieur à dix jours.

- une rente en cas de réduction de la capacité de travail d'au moins 10 %.

La révision des rentes était limitée à trois ans. Les rechutes postérieures à la guérison n'étaient pas prises en charge.

Enfin, le contentieux était toujours judiciaire.

Un assouplissement de cette législation a été prévu par la loi du 25 octobre 1972 et par le décret n° 73-803 du 9 août 1973 pour les accidents survenus avant le 1er juillet 1973. En particulier, en cas d'aggravation nécessitant l'assistance d'une tierce personne, ou de décès, ou de rechute postérieure au délai de trois ans, la victime ou ses ayants-droit peuvent bénéficier d'une allocation ou d'une majoration.

B - Les accidents du travail survenus après le 1er juillet 1973

1/ - Rappel des textes législatifs :

- la loi n° 72-965 du 25 octobre 1972, applicable au 1er juillet 1973, codifiée aux articles 1144 à 1197 du Code Rural, instaure une assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles pour les salariés agricoles.

- les décrets n° 73-598, n° 73-599 et n° 73-600 du 29 juin 1973 en fixent les modalités d'application.

2/ - Les bénéficiaires de cette assurance

Ce sont, outre les salariés de l'agriculture tels que nous les avons définis dans cette étude, les ouvriers et employés visés à l'article 1144 du Code Rural (voir annexe n° III).

3/ - Les risques couverts

Ce sont les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Les accidents de la vie privée ne sont pas pris en charge comme c'est le cas pour les non salariés.

4/ - Les modalités de déclaration

Elles sont identiques à celles du régime général.

L'employeur doit déclarer l'accident du travail à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole. Il doit remettre à la victime une feuille d'accident du travail.

Le praticien consulté doit établir un certificat en double exemplaire, en adresser un à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole et remettre l'autre à la victime. Il opère de façon identique lors de la constatation de la guérison ou de la consolidation.

5/ - Les prestations

Elles sont identiques à celles du régime général.

Elles comprennent :

- le paiement des frais médicaux et para-médicaux selon le système du tiers payant.

- le versement d'une indemnité journalière en cas d'arrêt de travail et cela dès le premier jour d'arrêt. Cette indemnité journalière est égale à la moitié du salaire journalier pendant les 28 premiers jours, puis aux deux-tiers du salaire (article L 449 du Code de la Sécurité Sociale).

- le versement d'une rente d'incapacité permanente partielle (I.P.P.) ou d'incapacité permanente totale ou d'une rente aux ayants-droit en cas de décès.

- le paiement des frais funéraires ainsi que les frais de transport du corps dans la mesure où le décès s'est produit au cours d'un déplacement de la victime pour son travail hors de sa résidence (articles L 446 et L 447 du Code de la Sécurité Sociale).

6/ - Evaluation du taux d'I.P.P. et calcul de la rente

Le taux d'I.P.P. est déterminé d'après la nature de l'infirmité, l'état général, l'âge, les facultés physiques et mentales de la victime, ainsi que d'après ses aptitudes et sa qualification professionnelle, compte tenu d'un barème indicatif d'invalidité (article L 453 du Code de la Sécurité Sociale).

Ce taux est fixé par la commission des rentes, sur avis du médecin conseil.

La Caisse de Mutualité Sociale Agricole notifie immédiatement à la victime par lettre recommandée les propositions relatives au taux d'incapacité.

Cette dernière dispose d'un délai de un mois pour faire connaître son accord ou ses observations.

Si elle accepte la proposition, la caisse lui adresse néanmoins, par lettre recommandée la confirmation de l'accord.

Elle peut refuser ce taux et faire des contre-propositions. La commission peut alors proposer un taux intermédiaire, supérieur au taux initial. La victime dispose alors de quinze jours supplémentaires pour faire connaître son avis.

Ce taux d'I.P.P. est révisable. Cette révision peut avoir lieu à tout moment pendant les deux premières années qui suivent la date de guérison ou de consolidation des blessures. Après ce délai de deux ans, la révision ne peut être envisagée qu'à des intervalles d'au moins un an.

La rente est égale au salaire annuel de base multiplié par le taux d'incapacité permanente, préalablement réduit de moitié pour la partie de ce taux qui ne dépasse pas 50 %, et majoré de moitié pour la partie qui excède 50 % (article L 453 du Code de la Sécurité Sociale).

Elle ne peut être calculée sur un salaire annuel inférieur à un minimum déterminé (article L 452). Si le salaire annuel est supérieur au salaire minimum, il n'entre intégralement en compte que pour la partie ne dépassant pas le double dudit salaire minimum.

Cette rente peut être majorée en cas d'incapacité permanente totale nécessitant le recours d'une tierce personne. Elle peut être cumulée avec les pensions d'invalidité ou de retraite. Toutefois, ce cumul est limité dans le cas où la pension d'invalidité serait allouée en raison d'infirmités ou de maladies résultant de l'accident qui a donné lieu à l'attribution de la rente (article L 463 du Code de la Sécurité Sociale). D'autre part, lorsque la victime est atteinte, par ailleurs, d'une affection lui permettant de bénéficier d'une pension d'invalidité des Assurances Sociales, cette dernière se trouvera réduite, le total de la rente et de la pension ne pouvant excéder le salaire perçu par un travailleur valide de la même catégorie professionnelle.

7/ - Les litiges

Ils relèvent de la compétence exclusive du contentieux général de la Sécurité Sociale. Ce contentieux est organisé par le décret n° 58-1291 du 22 décembre 1958.

Ce contentieux peut concerner des contestations d'ordre médical ou des contestations relatives à la date de guérison et de consolidation ou à la détermination du taux d'I.P.P.

a) Contestations d'ordre médical

Il peut s'agir :

- de divergences d'appréciation médicale relative à l'état de la victime (article 35 du décret n° 73-598).

- de contestations d'ordre médical en cas de révision ou de rechute (article 41 du décret n° 73-598).

- de contestations diverses concernant notamment le caractère professionnel de la lésion ou de la maladie (article 6 du décret n° 73-600).

Le contentieux se règle en deux phases : (articles 35 à 37 du décret n° 73-598).

- une phase de procédure amiable.

Un nouvel examen médical est pratiqué par un médecin expert désigné d'un commun accord par le médecin traitant et le médecin conseil, ou à défaut d'un tel accord, par le président de la commission de première instance.

Les conclusions de l'expert ne s'imposent pas aux parties.

- une phase de contentieux.

Si le désaccord persiste, ou si l'expert n'a pas déposé ses conclusions dans un délai de un mois, la partie qui conteste doit saisir la commission de première instance.

Après notification du jugement de cette commission, l'affaire peut être poursuivie devant la Cour d'Appel, et, éventuellement, devant la Cour de Cassation.

b) Contestations relatives à la date de guérison ou de consolidation, ou à la détermination du taux d'I.P.P.

Ce contentieux se règle également en deux phases :

- une phase de conciliation.

La procédure est déclenchée par la victime qui saisit, par lettre recommandée, le président de la commission de première instance. Celui-ci convoque, aux fins de conciliation, la victime ou le cas échéant, ses ayants-droit, et le représentant de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole. Il peut commettre un expert.

Si la tentative de conciliation aboutit à un accord, celui-ci est homologué par ordonnance non susceptible d'appel, du président de la commission de première instance.

En cas d'échec, on entre dans la phase contentieuse proprement dite.

- la phase de contentieux.

La commission de première instance est saisie d'office.

Comme précédemment, l'affaire peut être poursuivie devant la Cour d'Appel et, éventuellement, devant la Cour de Cassation.

C O N C L U S I O N

La profession de travailleur agricole n'est pas une profession sans risque. Nous avons vu en effet que la fréquence et la gravité des accidents du travail se situaient, pour les salariés, à un taux supérieur à celui de la moyenne du régime général.

Outre les accidents classiques par chute ou par objet en cours de manipulation qui, rappelons-le, sont les plus fréquents, le travailleur agricole est exposé, par son contact avec les animaux, aux accidents dus à ces derniers. Il manipule des outils dont le risque est évident. Il utilise de plus en plus fréquemment des machines. Au cours de ces dernières décennies, le machinisme agricole s'est fortement développé, sans respecter les règles élémentaires d'ergonomie et de sécurité. Cependant, le législateur a, depuis une quinzaine d'années, réglementé la vente de ces machines et imposé des normes de sécurité. De leur côté, les fabricants améliorent progressivement les postes de conduite et les dispositifs de protection. L'emploi toujours croissant de produits chimiques présente également un risque pour l'utilisateur. Notre étude a mis en évidence un très faible taux d'accidents dus aux toxiques, mais elle ne prenait en considération que les cas d'intoxication aiguë, laissant de côté les intoxications chroniques. La méconnaissance des dangers, l'absence fréquente de formation professionnelle augmentent les risques d'accidents.

Ces risques sont partagés par l'ensemble des travailleurs agricoles qu'ils soient salariés ou non. Contrairement au monde industriel, les "patrons" et les membres de leur famille travaillant à la mise en valeur de l'exploitation sont beaucoup plus nombreux que les ouvriers (ces derniers représentent moins de 20 % de l'ensemble des travailleurs agricoles), et ils sont exposés aux mêmes risques d'accidents. Il serait donc équitable qu'ils puissent bénéficier des mêmes avantages que leurs salariés, en ce qui concerne la prévention et la réparation des accidents du travail. Or, si les salariés bénéficient, par l'intermédiaire des caisses de Mutualité Sociale Agricole, d'une prévention et d'une réparation calquées sur celles de l'industrie, il n'en va pas de même pour les non salariés. Ceux-ci ne bénéficient pas de service de médecine du travail. Nous regrettons tout particulièrement, à ce sujet, que les jeunes ne puissent recevoir un conseil médical suffisamment précoce pour qu'ils puissent en tenir compte dans leur orientation professionnelle. Les services de prévention rurale, organisés au sein des Assurances Mutuelles Agricoles semblent, jusqu'à cette date, avoir fait porter leurs efforts essentiellement sur la prévention des incendies et des accidents de la circulation, plus que sur les accidents du travail. Ils ont souvent des ressources financières limitées, et ne disposent pas de moyens légaux pour mettre les exploitants dans l'obligation d'appliquer des mesures de prévention efficaces. Quant à la réparation, elle fait intervenir une assurance obligatoire très limitée dans ses garanties, et une assurance complémentaire facultative qui peut, si l'exploitant le désire, couvrir les mêmes risques que l'assurance des salariés.

La prévention et la réparation des accidents du travail en agriculture, qui font l'objet d'une législation récente, suscitent un intérêt croissant.

Cependant, elles apparaissent encore insuffisantes, plus particulièrement vis à vis des non salariés.

Le Président de la Thèse

Pr. J. BOURRET

Le Directeur
de l'U.E.R. LYON-NORD

Vu et Permis d'imprimer
LYON, le 21 AVR. 1977
Le Président de l'Université
Claude Bernard LYON I

Pr. Ag. J.P. NEIDHART

Pr. D. GERMAIN

A N N E X E N° I

Article 1146 du Code Rural (L. n° 72-965 du 25 octobre 1972)

"Est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne visée à l'article 1144, salariée ou travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole.

"Est également considéré comme accident du travail, lorsque la victime ou ses ayants-droit apportent la preuve que l'ensemble des conditions ci-après sont remplies ou lorsque l'enquête permet à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de disposer sur ce point de présomptions suffisantes, l'accident survenu à un travailleur visé à l'article 1144 pendant le trajet d'aller et retour entre :

- "a - Sa résidence principale, une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité ou tout autre lieu où le travailleur se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial et le lieu de travail.
- "b - Le lieu du travail et le restaurant, la cantine ou d'une manière plus générale, le lieu où le travailleur prend habituellement ses repas, et dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendante de l'emploi".

A N N E X E N° II

Article 1106-1 du Code Rural 2ème paragraphe.

"Par aides familiaux , on entend les ascendants, descendants, frères, soeurs et alliés au même degré du Chef d'exploitation ou d'entreprise ou de son conjoint, âgés de plus de 16 ans, vivant sur l'exploitation ou l'entreprise et participant à sa mise en valeur comme non salariés".

A N N E X E N° III

Article 1144 du Code Rural concernant les bénéficiaires de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

"Il est institué un régime d'assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles au profit des catégories de personnes ci-dessous énumérées :

1° - Les ouvriers et employés occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient ainsi que dans les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, bureaux, dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles lorsque le syndicat ou l'exploitation agricole constitue le principal établissement.

2° - Les ouvriers et employés occupés dans les établissements de conchyliculture et de pisciculture et établissements assimilés, à l'exception de ceux qui relèvent du régime social des marins.

3° - Les ouvriers et employés occupés dans les exploitations de bois.
Sont considérées comme exploitations de bois :

.....

4° - Les salariés des artisans ruraux n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente.

5° - Les salariés des entreprises de battage et de travaux agricoles.

6° - Les gardes-chasse, gardes-pêche, gardes forestiers, jardiniers, jardiniers gardes de propriété et, de manière générale, toute personne qui, n'ayant pas la qualité d'entrepreneur, est occupée par des groupements ou des particuliers à la mise en état et à l'entretien des jardins.

7° - Les salariés des organismes de mutualité agricole, des caisses de crédit agricole mutuel, des chambres d'agriculture, du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, des coopératives agricoles, des sociétés d'intérêt collectif agricole, des sociétés à caractère coopératif dites fruitières, des sociétés agricoles diverses, des syndicats agricoles, des associations syndicales de propriétaires dont l'objet est agricole et, d'une manière générale, de tout groupement professionnel agricole.

8° - Les métayers visés à l'article 1025.

9° - Les apprentis et, sous réserve des dispositions de l'article 37 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, les stagiaires relevant du régime des assurances sociales agricoles occupés dans les exploitations, entreprises, organismes et groupements ci-dessus énumérés.

10° - Les employés de maison au service d'un exploitant agricole lorsqu'ils exercent habituellement leur activité sur le lieu de l'exploitation agricole".

B I B L I O G R A P H I E

- 1 - ALBRIEUX-BANCILHON Nicole
Les intoxications aiguës par les produits agricoles.
Thèse médecine, Lyon, 1974, n° 364.
- 2 - ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE
Index des produits phytosanitaires.
Association de Coordination Technique Agricole.
149, rue de Bercy, Paris, 75012, 1976.
- 3 - ASSOCIATION DE COODINATION TECHNIQUE AGRICOLE
La réglementation des pesticides agricoles.
Recueil de textes législatifs et réglementaires publié par l'Association
de Coordination Technique Agricole.
- 4 - BENIER Hervé.
La pathologie professionnelle du bûcheron-tronçonneur et sa prévention.
Thèse médecine, Tours, 1974, n° 44.
- 5 - BOUYX M.
La réglementation des pesticides agricoles et les stations d'avertissement
agricoles.
in Actualités pharmaceutiques, juillet 1970, pp. 8 et s.
- 6 - BORREDON J.J.
Pathologie de la tronçonneuse.
in Médecin de campagne, mars 1973, n° 3, pp. 6-19.
- 7 - BORREDON J.J.
Les accidents du travail en milieu rural.
in Médecin de campagne, avril 1973 n° 4, pp. 6 à 17.
- 8 - BORREDON J.J.
Les accidents du tronçonneur et du tronçonnage.
in Médecine générale, juin 1975 n° 6, pp. 16 à 33.
- 9 - BORREDON J.J.
Tronçonneuse et sécurité.
in Médecine générale, septembre 1975, n° 3, pp. 19-20.
- 10 - BRISSE-MÖRCH France
Etude du travail en arboriculture fruitière dans le Languedoc.
Risques et prévention.
Thèse médecine, Montpellier 1971, n° 176 Dactylog.

- 11 - BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
Guide pour la sécurité dans les travaux agricoles.
Bureau International du Travail, Genève, 1969, 273 p.
- 12 - BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
Encyclopédie de médecine, hygiène et sécurité du travail.
Bureau International du Travail, Genève, 1973-1974.
- 13 - CALVET SOLIER Marie-Louise
Contribution au projet d'organisation de la médecine du travail agricole dans la région de Toulouse.
Thèse médecine, Toulouse, 1962, n° 32.
- 14 - CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET D'EXPERIMENTATION DU MACHINISME AGRICOLE
La sécurité des conducteurs de tracteurs à l'égard des accidents de renversement.
Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole, parc de Tourvoie, 92160 Antony.
Etude n° 373, novembre 1972, 52 p.
- 15 - CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET D'EXPERIMENTATION DU MACHINISME AGRICOLE
Le Machinisme agricole.
Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole.
Etude n° 389-390, mars-avril 1974, 45 p.
- 16 - DAJOZ Roger
Les Insecticides.
Presses Universitaires de France, collection "Que sais-je" ? n° 829, 1969, 127 p.
- 17 - DALLOZ
Code de la Santé Publique, de la Famille et de l'Aide Sociale.
Jurisprudence Générale Dalloz, petits codes Dalloz.
- 18 - DALLOZ
Code de la Sécurité Sociale.
Jurisprudence Générale Dalloz, Paris, petits codes Dalloz.
- 19 - DALLOZ
Code du Travail.
Jurisprudence Générale Dalloz, Paris, petits codes Dalloz.
- 20 - DALLOZ
Code Rural.
Jurisprudence Générale Dalloz, Paris, petits codes Dalloz.
- 21 - DEPOUTRE Christian
Les blessures oculaires en agriculture en Limousin.
Thèse médecine, Limoges, 1975, n° 20, Dactylog.
- 22 - DERVILLE Etienne
Travail et pathologie agricole dans le cadre de la région Sud-Ouest de la France.
Thèse médecine, Bordeaux, 1958, n° 31.

- 23 - DERVILLEE Etienne
Les accidents du travail en milieu agricole.
Institut National de Sécurité, Note n° 265-26-62, juin 1961.
- 24 - DESOILLE H., SCHERRER J., TRUHAUT R.
Précis de médecine du travail.
Ed. Masson, 1975, pp. 669-677.
- 25 - DESPAX Michel
L'évolution récente de la législation concernant les pesticides agricoles.
in La semaine juridique, n° 11, 14 mars 1973.
- 26 - DUCROISSET B.
Plaidoyer pour l'institution d'un permis de conduire les tracteurs.
in A.M.P., oct.-nov. 1976, tome 37, n° 10-11.
- 27 - DUPORT-LAHITTE Gisèle
Les accidents du travail chez le salarié agricole, législation, étude statistique, étiologie, prévention, réparation.
Thèse médecine, Bordeaux, 1969, n° 12, Dactylog.
- 28 - ELY B.
L'agriculture.
in L'exercice de la médecine du travail de Pierre ANDLAUER,
Ed. Flammarion, 1975, pp. 208-214.
- 29 - FERRIER R.
Etiologie des accidents du travail agricoles.
in Médecin de campagne, janvier 1972 n° 1, pp. 12 à 19.
- 30 - GIBELIN-DOL Geneviève
Etude de la pathologie d'un groupe particulier de travailleurs.
Cas des riziculteurs de Camargue.
Thèse médecine, Marseille, 1975, n° 183, Dactylog.
- 31 - HARNIE-COUSSEAU Solange, née FRANCOIS
Contribution à l'étude des conditions de travail et de la pathologie professionnelle dans les élevages d'animaux à fourrure.
Thèse médecine, Bordeaux II, 1975, n° 204.
- 32 - KALOYANOVA-SIMEONOVA F. et FOURNIER E.
Les Pesticides et l'homme (Etude générale de la toxicologie humaine des pesticides modernes).
Ed. Masson, Paris 1971, 166 p.
- 33 - LEBHAR J.
Pathologie rurale (1976).
in E.M.C., Paris (2) 538 A 10.
- 34 - LE JELOUX Marie-Thérèse
Médecine du travail agricole. Son application dans le département du Morbihan.
Thèse Médecine, Rennes 1969, n° 821, Dactylog.

- 35 - LE ROY Pierre
L'avenir de l'agriculture française.
Presses Universitaires de France, collection "Que sais-je" ?
N° 1 468, 1972, 126 p.
- 36 - PIEL DESRUISSEAU Jean
L'organisation du travail en agriculture.
Ed. Organisation, 9, rue du Thann, Paris 17°, 1963, 280 p.
- 37 - ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Recommandation n° 118 concernant la protection des machines.
Bureau International du Travail, Genève, 1963.
- 38 - ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Convention n° 119 concernant la protection des machines.
Bureau International du Travail, Genève, 1963.
- 39 - ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Convention n° 129 sur l'inspection du travail en agriculture.
Bureau International du Travail, Genève, 1969.
- 40 - ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
La toxicité des pesticides pour l'homme.
Organisation Mondiale de la Santé, Genève.
Rapport technique n° 227, 1962, 36 p.
- 41 - ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
Problèmes de la médecine du travail en agriculture.
Organisation Mondiale de la Santé, Genève.
Rapport technique n° 246, 1963, 68 p.
- 42 - RASE Philippe
Hygiène et sécurité dans l'agriculture.
Thèse médecine, Lille, 1968-69, n° 186, Dactylog.
- 43 - ROBINO Gérard
Les accidents du travail agricole et leur prévention.
Thèse médecine Lyon, 1957, n° 158.
- 44 - SAOUILLI Rida
Sur 36 cas d'intoxication par les organophosphorés.
Thèse médecine, Toulouse, 1973-1974, n° 34.
- 45 - SUCHEL Alain
Etude des intoxications par les insecticides organophosphorés.
A propos de 26 observations.
Thèse médecine, Lyon, 1975 n° 101.
- 46 - SYMPOSIUM NATIONAL DE MEDECINE AGRICOLE
1er Symposium National de Médecine Agricole, Tours, 14 juin 1959.
in Concours médical, 1960, 82, pp. 2 505-2 544.

- 47 - UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE
Les Cahiers Juridiques de la Mutualité Agricole, guide de l'A.A.E.X.A. (1).
Revue juridique des caisses d'assurances mutuelles agricoles.
Union des Caisses Centrales de la Mutualité Agricole, 8-10, rue d'Astorg,
75 Paris 3°.
- 48 - VACHER Jean
La médecine agricole.
Presses Universitaires de France, collection "Que sais-je" ?.
n° 1305, 1968, 123 p.

(1) A.A.E.X.A. : Assurance Accidents des EXploitants Agricoles.

S O M M A I R E

	Pages
Plan	1
Définition des accidents du travail en agriculture	5
Remarques sur la population agricole	7
<u>1er CHAPITRE</u> : Etude des causes des accidents du travail et des caractéristiques du milieu agricole	11
<u>2ème CHAPITRE</u> : Statistiques des accidents du travail en agri- culture et comparaison avec le milieu industriel	18
<u>3ème CHAPITRE</u> : Etude de la prévention	37
<u>4ème CHAPITRE</u> : Etude de la réparation	58
Conclusion	65
Annexes	67
Bibliographie	69

